

Affaire Nucci:

les scandales qu'on s'envoie à la figure et ceux dont on ne parle jamais ...

JUHTER BUNFERS

émeutes et le régime chinois

Tibet:

les

p. 10

Hebdomadaire - paraît le samedi - Nº 1 010 - 10 octobre 1987 - prix: 6 F

Les mineurs du Nord en grève contre les licenciements : mettre un coup d'arrêt aux attaques des patrons, c'est l'affaire de toute la classe ouvrière

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

Page 7:

Argentine : la visite de Mitterrand

Philippines : le régime de Cory Aquino et les menaces de coup d'Etat.

Pages 8-9:

- Iran-Irak : la guerre du Golfe et la "guerre des villes".

 Pays musulmans: la montée de l'intégralisme religieux. Page 16:

Tibet : les émeutes et le régime chinois.

- Tibet : les emeutes et le regime camou.

- URSS : la transparence du haut et celle du bas. **EN FRANCE**

Page 4:

— En bref...

Page 6: - Loyers : y'a d'l'abus

L'Etat promoteur des promoteurs immobiliers.

La réforme du 1 % patronal.

Page 10:

Balladur prélèvera dur
 Balades syndicales.

DANS LES ENTREPRISES

- La Chapelle-Darblay; Dassault; PTT (tri Paris-Austerlitz); services sociaux parisiens Page 12:

ACEO Orléans; CHR Trousseau Tours; CHR Brabois Nancy; Galvanor

- Eaton St-Nazaire; Havrey Pessae (région bordelaise); Chausson Creil.

LOISIRS ET CULTURE

- Livres: La forteresse verte d'Errol Lincoln Uys; Le Sorgho rouge de Ya Ding; Récits d'un jeune médecin de Mikhaïl Boulgakov.

Page 15:

Films et sélection télé.

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A. BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18. SARL au capital de 20 000 F - Durée : cinquante ans. Gérant: Michel RODINSON - Associés: René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.

Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON. Tirage: 15 000 exemplaires. Composition: Point Virgule Photocomposition, Paris. Impression: Roto de Paris, La Plaine-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Commission Paritaire des Publications n° 64995

> Adresser toute correspondance à : LUTTE OUVRIÈRE **B.P. 233 75865 PARIS CEDEX 18**

Abonnements et soutiens : Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON. Virements postaux à : Michel RODINSON, CCP PARIS 685110 R.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIÈRE

pour une période de un an : 180 F - pour une période de six mois : 95 F LUTTE DE CLASSE / CLASS STRUGGLE / LUCHA DE CLASSE Mensuel édité par Lutte Ouvrière, Spark, Combat Ouvrier, UATCI

Abonnement pour un an (France): 80 F

PRÉNOM ____

Code Postal

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R. A expédier à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Tarifs pour l'étranger : sur demande.

ADRESSE ____

(1) Rayer les mentions inutiles

EN BREF

RÉFUGIÉS BASQUES ESPAGNOLS La rafle spectacle

Ah, la belle matinée que cette matinée du samedi 3 octobre, au Pays basque, lors de laquelle 93 réfugiés basques ont été arrêtés, et à laquelle toute la presse nationale avait été conviée, dès la veille, pour assister à la rafle surprise à grand spectacle. La presse régionale n'avait pas été invitée car elle était "susceptible" paraît-il de fuites vers les milieux nationalistes. Comme si les mêmes fuites, si on les avait craintes vraiment, n'étaient pas possibles aussi de la part de la presse

500 policiers mobilisés pour la circonstance, quelques brutalités, des scènes choquantes, une femme embarquée avec un jeune enfant dans les bras, ce fut effectivement du spectacle. Un peu odieux. Mais, Pandraud est comme cela : ce n'est pas cela qui le gêne.

En fait Pandraud a fait rafler des réfugiés basques espagnols qui n'avaient pour la plupart rien à voir avec l'ETA et croyaient donc ne rien avoir à craindre. Et si ça se trouve, son fameux "fichier" n'est

que du bluff. Sinon, il n'y aurait pas eu besoin de recourir à la "procédure d'urgence absolue", où personne ne peut vérifier après coup qui est qui, qui est coupable ou suspect de quelque chose et qui ne l'est pas. Le Matin du 5 octobre écrit 'qu'aucun membre important d'ETA ne figurait parmi les personnes interpellées".

C'était donc surtout un gros coup de pub, ou de bluff, de la part du gouvernement, pour faire croire qu'il avait porté un coup à l'ETA. Mais si cela voulait être une démonstration, on se donne demande bien une démonstration de quoi.

Le terrorisme de l'ETA, comme le terrorisme individuel en général, est contraire aux intérêts des masses. Mais il est vraisemblable que cette démonstration choquante aura réussi à renforcer, à juste titre, le mépris de la population basque envers le gouvernement français, de part et d'autre de la frontière.

M.B.



Après 15 minutes, ce ne sera plus de l'abus

Un véhicule mal stationné dans Paris coûte de plus en plus cher à son propriétaire, mais rapporte gros aux sociétés privées qui depuis 1974 se chargent de leur mise en fourrière. Quand on sait qu'un enlèvement de véhicule coûte 450 F à son propriétaire, on comprend que celles-ci ne se soient pas privées depuis de rentabiliser leur matériel. et elles sont sept à se charger ainsi de mener en pré-fourrière la plupart des 700 véhicules enlevés en moyenne par jour dans Paris. Sans compter ceux qui sont ensuite placés en fourrière.

Et, c'est le cas de le dire, elles n'y vont pas par quatre chemins: elles vont souvent au plus facile, ce qui compre étant le nombre de voitures

enlevées, rentabilité oblige, et non le degré de la gêne occasionnée par le stationnement.

A tel point que bon nombre de ces enlèvements ne peuvent apparaître que pour ce qu'ils sont : du rackett pur et simple.

Gênant pour la mairie de Chirac qui avait offert le gâteau à ses petits amis, quand les abus deviennent trop criants. Alors, histoire de se démarquer, sans pour autant enlever le pain de la bouche de ces sociétés, le Conseil de Paris y va de quelques mesures, la plus importante étant de laisser passer quinze minutes entre la mise du PV et l'enlève-

Bref, autant dire, rien de changé dans les rues de Paris.

Aneries en Corse

Pendant que les services du ministre de l'Intérieur s'occupaient théâtralement de prétendus terroristes basques, la police a fait du cinéma envers les autonomistes cor-

Elle a arrêté le directeur d'un journal nationaliste à qui on a reproché la découverte dans ses locaux d'un texte du FLNC dont une phrase évoquait "l'élimination physique et à grande échelle de Français résidant en Corse". C'est certes inquiétant, mais tout d'abord il ne s'agit que d'un écrit. Ensuite, le FLNC, qui a revendiqué ce texte, a protesté car la police a isolé une phrase de son contexte pour lui faire dire l'inverse de ce qu'elle voulait dire. Le FLNC examinait en effet cette hypothèse ("l'élimination physique des Français") pour la rejeter, en disant n'en avoir ni la "possibilité", ni "la volonté"...

Et pour finir le directeur du journal a déclaré que la police lui avait présenté un texte, sorti d'une valise, qui pouvait provenir de n'importe où car il n'avait pu lui-même assister à la perquisition de ses locaux. Bref cette affaire tourne au ridicule et le directeur a été relâché, bien qu'il reste inculpé.

La lutte anti-terroriste reste un domaine très délicat pour nos politiciens. Après Mitterrand et ses "Irlandais de Vincennes", après Chirac qui avait promis-juré que les auteurs des atttentats de l'an dernier allaient être capturés et châtiés sous peu, voilà Pasqua qui tente de s'illustrer dans son île natale. Il risque de n'y récolter que des châtaignes...

A.V.

Oubli fâcheux

L'éditorialiste de *L'Humanité* du 7 octobre, Charles Sylvestre, auraitil tendance à l'amnésie? Pour lui, "la razzia sur les salaires ne date pas d'aujourd'hui : le rapport déjà cité confirme la baisse de leur pouvoir d'achat en 1983, 1984, 1985 et 1987, autrement dit, sous le gouvernement Chirac comme sous le gouvernement Fabius et la présidence, dans les deux cas, de François Mitterrand".

Et les gouvernements Mauroy alors? Bénéficient-ils de l'amnistie du PCF? C'est tout de même en été 1982, alors que le PCF était au gouvernement, représenté par quatre ministres, que le blocage des salaires a été décidé et appliqué.

Ce n'est tout de même pas parce que les élections approchent qu'il faut perdre la mémoire!

FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE **DE ROUEN**

Dimanche 11 octobre à partir de midi Salle des fêtes de Petit-Couronne

-EDITORIAL -

LES MINEURS DU NORD EN GRÈVE CONTRE LES LICENCIEMENTS

Mettre un coup d'arrêt aux attaques des patrons, c'est l'affaire de toute la classe ouvrière

e bassin minier du Nord-Pas-de-Calais est paralysé par la grève. Le mouvement touche 5000 mineurs de fond. La direction veut les licencier et ne leur laisse le choix qu'entre le chômage et, pour beaucoup d'entre eux qui sont marocains, le retour dans un pays qu'ils ont parfois quitté depuis vingt ans, avec d'ailleurs la perspective du chômage là-bas comme ici. Ces travailleurs se sentent le dos au mur, et ils se sont mis en grève.

Leur combat, c'est en fait celui de toute la classe ouvrière, et c'est toute la classe ouvrière qui doit se trouver à leurs côtés. Aujourd'hui, le problème du chômage est posé à tous les travailleurs. La menace de licenciement les concerne tous. Aucune entreprise, aucun secteur n'est à l'abri. On licencie les mineurs de fond marocains du Nord, mais on licencie aussi les ouvriers qualifiés de chez Dassault, les techniciens ou les ingénieurs de chez Thomson ou ceux de Technip qui étudient les plates-formes de forage pétrolier, on prépare de nouveaux licenciements parmi les ouvriers de chez Renault.

C'est une offensive d'ensemble que les patrons et le gouvernement mènent, contre tous les travailleurs. Non pas parce que les entreprises qui licencient iraient mal. Elles vont très bien, et chacun sait qu'elles font des profits colossaux. Mais elles veulent en faire encore plus, en payant moins d'ouvriers, ou en licenciant et en réembauchant des travailleurs sous contrat provisoire payés moins cher.

Parce qu'ils ont le dos au mur, les mineurs de fond du Nord réagissent. Mais cette réaction devrait s'élargir, devenir une grève unique de toute la classe ouvrière, car c'est toute la classe ouvrière qui est concernée. C'est toute la classe ouvrière qui a intérêt à mettre un coup d'arrêt à l'offensive patronale. Et il n'y a d'ailleurs que devant une réaction d'ensemble de toute la classe ouvrière que les patrons peuvent être forcés de reculer.

Oui, il serait possible d'obliger les patrons à prendre sur leurs profits. Leurs entreprises n'en ont jamais tant fait. Même la Régie Renault, qu'on disait en perte, vient d'annoncer qu'elle ferait cette année deux ou trois milliards de bénéfice, ce qui représente autour de trois millions d'anciens francs par ouvrier. La plupart des patrons font des bénéfices bien supérieurs. Alors, au lieu de licencier, ils auraient largement les moyens de maintenir ou même d'augmenter le salaire de tous leurs ouvriers, tout en diminuant la charge de travail. La répar-

tition du travail entre tous, sans diminution de salaire, c'est un objectif qui pourrait être atteint pour toute la classe ouvrière.

Cela, bien sûr, les patrons ne l'accepteront pas de gaîté de cœur, mais seulement s'ils y sont contraints et forcés par une lutte de tous les travailleurs.

Cette lutte d'ensemble, ce serait normalement aux centrales syndicales de l'organiser, si elles jouaient véritablement leur rôle. C'est d'abord elles qui devraient prendre l'initiative, qui devraient soutenir la lutte des mineurs du Nord, organiser la solidarité active en élargissant la grève et en en faisant le combat de tous les travailleurs du pays.

Car c'est cela qui est nécessaire, et c'est pourquoi il faut faire connaître cette grève, la défendre, mettre en accusation tous ceux qui ne font rien pour qu'elle s'étende et pour que les gros bataillons de la classe ouvrière reprennent confiance et la rejoignent.

Car, s'ils restent isolés, si leur lutte ne s'élargit pas, les mineurs du Nord peuvent être vaincus. Comme seront vaincus ceux de Dassault ou de Thomson, ou d'ailleurs, s'ils restent isolés et s'ils réagissent en ordre dispersé à des menaces qui, en fait, concernent tous les travailleurs.

C'est pourquoi il est souhaitable qu'un jour ou l'autre, un coup de colère se produise dans la classe ouvrière et qu'une lutte comme celle des mineurs du Nord, ou une autre, entraîne un élargissement spontané de la grève, à la base, par l'action des travailleurs eux-mêmes. Car c'est alors que les travailleurs pourront mettre un coup d'arrêt à l'offensive gouvernementale et patronale.

Malheureusement, c'est seulement alors que l'on verrait sans doute les centrales syndicales intervenir, non pas pour élargir la grève, mais pour en prendre le contrôle, pour l'émietter et la freiner, comme elles l'ont fait tant de fois dans le passé. Et c'est alors que les travailleurs ne devront se laisser faire ni par les patrons bien sûr, ni non plus par les dirigeants syndicaux qui chercheront à les faire rentrer dans le rang.

Ce sera une lutte difficile sans doute, car il faudra se battre sur deux fronts. Mais les travailleurs n'ont pas le choix, s'ils ne veulent pas que la rapacité des patrons les ramène, d'ici quelque temps, aux conditions de vie qui sont aujourd'hui celles des pays sous-développés.

Arlette LAGUILLER

LA HAUTE COUR POUR NUCCI

Les scandales qu'on s'envoie à la figure et ceux dont on ne parle jamais

Après des mois de cheminement l'affaire Nucci éclate avec la décision du Parlement de faire comparaître l'ancien ministre socialiste de la Coopération devant une Haute Cour de Justice composée uniquement de parlementaires. Si le Sénat vote de la même manière, il faudra, nous dit-on, cinq ou six mois d'enquête avant le procès, ce qui nous amènerait juste quelques semaines avant les élections présidentielles de l'année prochaine. Coïncidence curieuse!

Christian Nucci est accusé d'avoir escroqué, directement ou par l'intermédiaire d'organismes comme le "Carrefour du Développement", 7 millions de francs, soit pour son usage personnel, soit pour financer sa campagne électorale de député de l'Isère, soit pour payer ses cotisations, ce qui revient à renflouer les caisses du PS. Son ex-chef de cabinet, Yves Chalier, est encore plus mouillé en ce qui concerne les détournements à usage personnel.

Le PS et, bien sûr, l'ancien ministre proclament l'innocence de Nucci (le seul coupable serait Chalier) sans apporter de preuves convaincantes.

Mais surtout le PS lance dans les gencives de la droite "l'affaire dans l'affaire", c'est-à-dire celle du "vraifaux passeport" qui fut remis à Chalier, en fuite au Brésil, par le commis-

saire Delebois, à l'époque contrôleur général de la police, afin qu'il puisse changer d'identité. Le but de cette manœuvre tordue était d'obtenir, en échange de la mise en sécurité de Chalier, la collaboration de celui-ci pour qu'il dise, de l'étranger, beaucoup de mal de Nucci. Mais l'affaire n'a pas bien marché. Chalier s'est méfié (on le comprend!), a préféré regagner Paris, et du coup voilà le ministère de l'Intérieur accusé d'avoir facilité la fuite à l'étranger d'un inculpé.

Parallèlement à l'affaire Nucci, il y a donc un feuilleton judiciaire à rebondissements au sujet du "vrai-faux passepont". Certain juge qui a tenté d'éclaircir l'affaire s'est vu opposer par le ministère de l'Intérieur le "secret défense" pour justifier le silence de Delebois. Dernier épisode en date : Nucci ayant lui-même porté plainte contre toute personne ayant aidé Chalier à s'enfuir, le Parquet de Paris avait déclaré cette plainte irrecevable. Mais le doyen des juges vient, au contraire, de rendre une ordonnance de

recevabilité...
Il y a du rififi au Palais comme il y a du rififi à la Chambre où le PS et la droite s'envoient leurs "affaires" à la figure. Edith Cresson, ancienne ministre socialiste de l'Agriculture, a même menacé: "Lorsque nous reviendrons

au gouvernement, nous ne laisserons pusser aucune affaire concernant la droite, chose que nous n'avons jamais faite jusqu'à présent. Pourtant cela aurait été facile. Ainsi lorsque je suis arrivée au ministère de l'Agriculture, je n'avais qu'à me baisser pour ramasser des dossiers scandaleux et des opérations louches..." Tiens donc, que ne l'a-t-elle donc fait ?

Certains députés semblent s'inquiéter de ce déballage. Où cela s'arrêtera-til ? Car si on commence à énumérer tous ceux qui ont tiré un profit personnel de leur fonction politique depuis "l'avoir fiscal" de Chaban, "Château-Chirac" ou les diamants de Giscard, pour ne citer que les cas les plus connus, l'opinion publique ne va-t-elle pas voir se renforcer l'impression que les politiciens sont "tous des pourris" ?

Et il est vrai que les grands partis politiques financent tous leurs campagnes électorales de manière inavouable, soit par des dons du patronat, soit en puisant dans les caisses de l'Etat ou de municipalités ou d'organismes bidon qui ont été créés pour cela.

L'affaire Nucci, l'affaire Chalier et quelques autres, vont donc peut-être occuper le devant de la scène jusqu'aux élections présidentielles, et tenir lieu d'arguments électoraux.

Ce serait évidemment une façon

d'amuser la galerie, car tout ceci n'est finalement que broutilles. "Piquer dans la caisse" est certes illégal, mais le détroussage légal de la population par l'Etat et par le patronat porte sur des sommes autrement plus colossales que les sept petits millions de Nucci et Chalier. "Piquer" de l'argent aux vieux et aux malades par le biais des médicaments et des soins moins remboursés, c'est légal. Instaurer un "forfait hospitalier", c'est légal. Verser des milliards aux patrons en allègement de charges, allegement d'impôts ou subventions directes, c'est légal. Bloquer les salaires pendant que les profits s'envolent, c'est légal, etc., etc.

A cet égard Nucci et Chalier font figure de petits délinquants qu'on inquiète alors que les plus gros coupables sont couverts et honorés aussi bien par la droite que par la gauche.

Et si l'on peut faire un reproche à la gauche, c'est bien sûr parce qu'un de ses ministres a pris illégalement quelques millions, mais c'est sùrtout parce qu'elle a légalisé, quand elle était au pouvoir, le vol de quelques centaines de milliards, exactement comme les

André VICTOR

Règlement de comptes tardif -

Les députés du PCF ont donc, tout comme ceux de droite et d'extrême-droite, voté pour que Nucci comparaisse en Haute Cour. L'Humanité fait remarquer qu'il y a quelques mois, c'était Nucci lui-même qui le réclamait pour, disait-il, pouvoir se disculper. Mais surtout, le PCF veut se démarquer du PS à tout propos, et l'occasion était trop belle.

Mais au fait, est-ce qu'il n'aurait pas qu'il ne voyait pas qu ment auquel il particip sur des problèmes bien plus vitaux ouvriers sur le pavé?

pour la classe ouvrière, comme les licenciements chez Talbot ou dans la sidérurgie, ou bien le blocage des salaires en 1982, toutes choses qu'il a appuyées parce qu'il était alors au gouvernement avec le PS?

Pour Nucci, le PCF peut évidemment dire aujourd'hui qu'il ne savait pas qu'il mettait la main dans la caisse. Mais il ne va tout de même pas dire qu'il ne voyait pas que le gouvernement auquel il participait mettait des ouvriers sur le pavé ?

Mitterrand veut profiter de la vie

Dans une interview accordée à la télévision argentine Mitterrand a déclaré : "Je vois l'avenir surtout comme un moyen pour moi de vivre selon mes goûts, de compléter mon éducation, de lire, de voir. d'apprendre, et de toute manière tant que je le pourai; je pense que la richesse d'un homme c'est de garder la curiosité de l'esprit".

C'est peut-être une façon de dire qu'il ne se représentera pas ou qu'il ne sera pas trop malheureux en 1988 s'il perd les élections. Il a déjà bien vécu et saura profiter des années qui lui restent.

Mais les millions de travailleurs qui ont fait confiance à Mitterrand en 1981, et espéraient qu'avec la gauche au gouvernement ils pourraient enfin profiter de la vie, compléter leur éducation, lire, voir, apprendre, vivre selon leurs goûts, ne voient pas arriver 1988 avec la même sérénité que Mitterrand. Eux, n'ont aucune raison d'être satisfaits de ce septennat!

Après cette déclaration de Mitterrand on se demande s'il ne faudrait pas réviser notre jugement sur Rocard que tout ca, au moins, ne fait pas rire.

Beaucoup de fumée pour quelques cendres

La presse s'est largement fait l'écho cette semaine d'un grand événement : le transfert des cendres de René Cassin au Panthéon! Il fallait ça pour que nous apprenions quel grand homme il aurait été.

René Cassin (1887-1976) fut donc le principal inspirateur de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 (après chaque grand carnage, il y a eu de semblables déclarations), et prix Nobel de la Paix en 1958 pour son "combat inlassable en faveur des droits de l'homme'' (Le Monde).

On a donc amené en grande pompe ses cendres au Panthéon, et Mitterrand y est allé de son couplet sur la liberté en souhaitant que la France "prolonge la voie ouverte par René Cassin, professeur d'espoir''.

Dans le même temps Amnesty International vient de publier son rapport annuel. Ce rapport est en quelque sorte le bottin mondain de tous les régimes de par le monde qui violent les droits de l'homme. Bottin qui, d'année en année, devient plus épais, et où cette fois-ci la France figure aussi, pas à la première place, mais figure quand même (et pas comme "professeur d'espoir"), pour sa pratique des expulsions expéditives.

Alors, on ne peut s'empêcher de penser qu'on aurait dû apporter au Panthéon non seulement les cendres de René Cassin, mais aussi les cendres de cette déclaration universelle des droits de l'homme dont il fut l'inspirateur.

Quand les contribuables français financent le terrorisme international

Un tribunal international a condamné la France (qui a accepté) à verser 50 millions de dédommagement pour l'attentat ayant coulé le Rainbow Warrior et causé un mort.

"C'est cher payé" a estimé Hernu qui était à l'époque ministre de la Défense. C'est surtout cher payé parce que ce n'est pas lui qui va sortir l'argent de sa poche, mais tous les contribuables.

Quel tribunal français va-t-il maintenant condamner Hernu et les autres responsables de l'attentat terroriste à payer la casse qu'ils ont eux-mêmes ordonnée?

Les hors-la-loi patronat

Une loi avait prévu en juin dernier que les patrons licenciant pour raison économique un salarié de plus de 55 ans en FNE devaient payer trois mois de salaire à l'UNE-DIC. A la fin août, pas un franc n'avait été perçu à ce titre par l'UNEDIC. Non pas que les patrons n'avaient plus licencié de travailleurs de plus de 55 ans, mais parce qu'ils s'étaient débrouillés pour que ce ne soit pas officiellement pour "raison économique".

Ils se permettent de piétiner les lois. Et cette fois, il ne se trouve pas de tribunaux pour les condamner.

L'acier s'allie bien avec l'argent

La sidérurgie française (nationalisée) se redresse rapidement : 12,5 milliards de déficit en 1986 et seulement 800 millions de pertes au premier semestre 1987. Les bénéfices sont pour 1988 peut-être.

Il en aura coûté des dizaines de milliards en subventions, la perte de plus de la moitié des emplois, et du tiers de la production.

Et, d'ici trois ans, 30000 doivent encore emplois disparaître...

Quand tout sera terminé, Balladur inscrira peut-être les aciéries sur la liste des "privatisables"?

A quoi servent les Transall?

On se demande quelquefois à quoi servent les accords de coopération militaire qu'entretient la France avec les dictatures africaines nées de son ancien Empire colonial.

Eh bien, on peut apprendre par exemple, au détour de l'actualité, que des émeutes ont récemment éclaté au Congo, ex-Congo Brazzaville, pays d'Afrique noire qui fait justement partie de la zone d'influence française. Elles ont

été aussitôt réprimées par l'armée. Le bilan est difficile à estimer puisqu'il y aurait 3 morts suivant le gouvernement et 50 selon l'opposition.

Ce dont on est certain en revanche, puisque c'est le président du Congo lui-même qui le dit, c'est que l'armée française a participé à cette opéra-

Le Monde du 6 octobre rapporte qu'un avion français Transall, "habituellement basé

en tant que "VRP sans frontières"

de l'industrie téléphonique fran-

çaise. C'est un rôle que j'ai rempli

par exemple en me rendant en

au Gabon et dont la cocarde tricolore avait, semble-t-il, été camouflée, a transporté de Brazzaville à Owando, dans le nord du pays, les troupes réclamées de toute urgence par le commissaire politique de l'endroit".

Que ceux qui ont peur de payer des impôts pour que l'armée française reste en Afrique à ne rien faire se rassurent; elle y réprime des révoltes.

Faire de l'argent sans rien produire

Avec le sourire de Catherine Deneuve, la Compagnie financière de Suez, société nationalisée, va être vendue. 20 milliards de francs vont ainsi être échangés.

Quelques grosses sociétés choisies par le gouvernement et une multitude d'autres petits ou moyens actionnaires, qui ne savent pas quoi faire de leur argent, vont ainsi pouvoir le placer dans une affaire qui rapporte.

Cette privatisation, comme les précédentes (c'est la onzième), ne crée aucune richesse, mais elle est destinée à permettre à tout un tas de parasites de mieux se remplir les

Devinez sur le dos de qui.

Chine en mai dernier pour faire avancer les négociations sur le protocole financier qui lie les deux pays pour l'équipement téléphonique de Pékin. Alcatel va conclure une deuxième tranche de commande de 200 000 lignes supplémentaires à Pékin pour un montant de 700 MF environ. C'est également ce que je viens de faire en Arabie Saoudite et au Yémen, et ce que je ferai dans quelques semaines en Argentine.

Les industriels français ont d'énormes atouts, je le sais, et il y a encore beaucoup de marchés à prendre".

En fait d'atouts, les industriels français en ont au moins un : c'est celui d'avoir des Longuet à leur ser-

Une bouée en or

En 1987 et 1988, les diverses subventions à la marine marchande française ont atteint huit milliards de francs. Ce qui n'a pas empêché, comme partout, des diminutions d'effectifs.

Et ce n'est pas fini : huit compagnies viennent de signer avec Ambroise Guellec, ministre de la Mer, un nouvel accord. Moyennant 100 millions de subventions, elles s'engagent à conserver leurs sièges sociaux en France et à garder 30 navires (sur 120) sous pavillon fran-

A ce prix-là, ce ne sont plus des navires, mais des transports de

Comment hisser le pavillon

La flotte marchande française était au quinzième rang dans le monde. D'un coup, elle vient de passer au huitieme, par decision du ministre de la Mer. Il a décidé de tenir compte de ce qu'on appelle les "pavillons de complaisance".

Des armateurs français, avec des capitaux français, font immatriculer leurs navires dans d'autres pays où la législation sociale est moins bonne qu'en France, où les impôts sont moins lourds et où ils embauchent plus facilement des équipages sous-payés.

Le ministre fait monter la cote de la marine marchande française, mais en matière de pognon, pas question de faire baisser pavillon aux armateurs.

Journée internationale

Communiqué

de solidarité avec les peuples indiens des **Amériques**

La date du 12 octobre a été retenue par l'ONU en 1977 pour que la solidarité internationale s'exprime chaque année à l'égard des peuples autochtones des Amériques qui ont subi et continuent à subir les génocides et les ethnocides que l'on sait.

Bien que la accordée en 1981 par le ministère de la Culture ait été supprimée depuis 1984, la revue trimestrielle (loi 1901) Nitassinan: histoire. cultures et actualité des peuples amérindiens renoue cette année avec cette grande journée d'information et de soutien : deux salles retenues pour cinq heures de films-vérité, et pour diaporamas, vidéos, tables de presse, expos, buffet typique, avec la participation, entre autres, du MRAP, du FLNKS, etc.

C'est ce samedi 10 octobre au 92 bis, bd du Montparnasse, Paris (14°), de 14 à 19 h.

Contacts: NITASSINAN, CSIA - B.P. 101, 75623 Paris cedex 13.

Longuet, le 1er VRP de la Téléphonie

La Direction générale des télécommunications a bâti toute une partie de sa publicité sur le thème du "partenariat Télécoms-entreprises". En fait de "partenariat", c'est surtout l'Etat qui paie et les capitalistes de la téléphonie — Alcatel (CGE) en premier lieu — qui empochent.

Le ministre des PTT, Gérard Longuet, ne s'en cache nullement. Ainsi, dans une interview au Nouvel Economiste (n° 607, 4 septembre), il déclare : "Partenaire des industriels je le suis aussi à titre personnel,

Chalandon-La gaffe

Chalandon, le ministre de la Justice, n'est pas avare de projets de réforme. Après ceux sur les prisons privées et le code de la nationalité, ce fut le projet de réforme concernant l'instruction qu'il annonçait il y a une semaine avec un certain fracas.

Seulement, tout comme avec les projets précédents, la réforme de l'instruction a elle aussi ses opposants. Ainsi, l'Union Syndicale des Magistrats s'est inquiété des projets ministériels visant à retirer au juge d'instruction le pouvoir de mettre en détention au profit d'un tribunal ne comprenant pas de magistrat instructeur, et à interdire aux jeunes magistrats l'accès à l'instruction

avant sept ans de fonction.

Il n'en a pas fallu plus pour que Chalandon fasse savoir que tout compte fait il n'était "pas viscéralement attaché à sa réforme" (Le Monde du 6 octobre).

Décidément le ministre de la Justice n'a pas de chance. Après deux projets (les prisons privées et le code de la nationalité) qui ont soulevé un tollé, il pouvait raisonnablement espérer que sa dernière réforme — assez peu différente d'ailleurs de celle de Badinter, son prédécesseur — avait toutes les chances de passer. Eh bien non! Cette fois-ci, ce sont ses subordonnés, les magistrats qui s'y opposent. Ils sont hosti-

les au projet de loi et le font savoir.

Si donc dans les deux mois le ministre ne présente pas son texte, c'est la loi Badinter qui entrera en vigueur dès le 1er janvier 1988. Mais finalement qu'importe, Chalandon aura tout de même, l'espace d'une semaine, donné l'impression de faire du neuf — tout en conservant peut-être le vieux. Mais au fait, n'est-ce pas ce même Chalandon qui, ministre du Logement dans les années 70, avait réussi avec les maisonnettes qui portent son nom (les Chalandonnettes) à faire du vieux avec du neuf? Décidément, c'est là un ministre qui sait tout faire.

G.L.

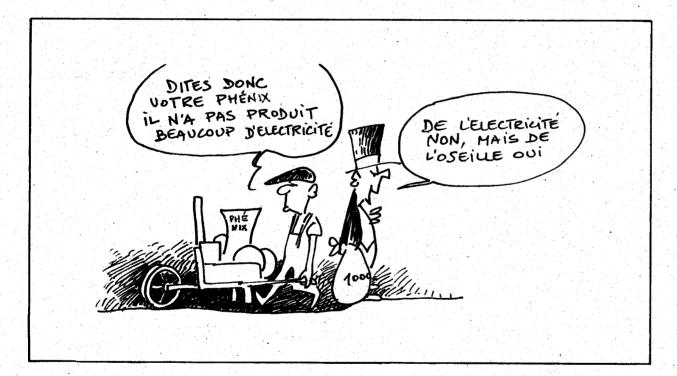
Ça cadre mal avec le blocage des salaires

Dans la Semaine Sociale Lamy du 12 octobre 1987 est publiée une enquête portant sur le salaire des cadres en 1987. effectuée sur 8000 cadres de 140 entreprises concernant tous les postes, à l'exception de ceux de directeur général et des postes d'ingénieurs. Elle fait apparaître que leurs salaires ont continué à augmenter cette année, en moyenne de 6%. Ce qui ferait une augmentation de 2,5% de pouvoir d'achat. Cela sur des sommes qui méritent l'attention, puisque la rémunération annuelle moyenne est de 560 000 F pour un directeur

commercial, 547000 F pour un directeur technique, 472000 F pour un directeur du personnel, 456000 F pour un directeur du marketing, 527000 F pour un directeur financier.

Encore faut-il préciser que ces rémunérations moyennes, si elles incluent les primes diverses, ne comprennent pas les avantages en nature, ni ceux liés aux différents systèmes de participation. En gros, ça fait quand même environ dix fois le salaire d'un ouvrier qui, lui, a son salaire bloqué depuis cinq ans... "pour ne pas créer d'inflation".

EDF surgénérateur à profits rapides



Dans un entretien au journal *Le Monde*, le président d'EDF a tenu des propos dont certains méritent d'être relevés.

Le réacteur à neutrons rapides, autrement dit le surgénérateur Superphénix de la centrale de Creys-Malville, qu'on avait présenté il y a quelques années, comme une petite merveille de technologie avancée et d'économies en perspective, s'avère un désastre sur le plan de la rentabilité. C'est un peu le Concorde du nucléaire, dont le courant revient au moins deux fois plus cher que dans le nucléaire classique. Au point que le président d'EDF n'exclut pas une "révision déchirante" si dans cinq ans cette filière reste toujours "50%, 80% ou deux fois plus cher que la filière actuelle".

En attendant, les fabricants de la centrale s'en sont mis plein les poches et les consommateurs payent. Les industriels qui ont fourni le barillet dont le sodium fuit toujours n'ont pas été condamnés à payer les dégâts, ce sont les abonnés d'EDF qui le feront. Dans la mythologie, le phénix renaissait périodiquement de ses cendres. Dans le monde moderne, le capital naît de bien des choses, mais entre autres du pillage des entreprises d'Etat.

Le programme nucléaire français est aujourd'hui quasiment achevé. 75% de l'électricité vient du nucléaire. L'équipement est même légèrement excédentaire. Fort bien. Mais EDF est, dixit son président, "l'entreprise la plus endettée de

France: 220 milliards de francs" et "les charges financières représentent 20%, un cinquième du prix de revient". Qui y gagne, qui y perd? Il est évident que les prêteurs ont fait une excellente affaire puisque les clients d'EDF payent pour eux. Mais pas tous les clients de la même manière. Pour les plus gros clients, ceux dont l'électricité est "une composante très importante de leur prix de revient. Pour ceux-là il faut faire du sur mesure". En revanche pour les ouvriers ou les chômeurs dont la facture d'électricité est souvent une "composante très importante" dans leur niveau de vie, rien n'est prévu. Ceux-là continueront de payer pour les Péchiney et autres Atochem.

EDF? Mais c'est du volt!

Une école plus dure pour les enfants les moins favorisés

On parle beaucoup de formation de jeunes, de préparation à la vie active, de la nécessaire adaptation de l'école dans ce sens. Mais en fait, c'est souvent une situation de plus en plus révoltante qui est faite par l'école aux enfants les moins favorisés.

Un certain nombre d'entre eux se retrouvent, après la 5°, dans les classes dites "CPPN" (classes préprofessionnelles de niveau). Parce que, pour une raison ou pour une autre, cela n'avait pas marché pour eux au collège ou parce que, même avec un dossier favorable, ils n'ont pas trouvé de place en LEP (Lycée professionnel) : d'après la presse, il manquerait 130000 places en LEP!

Jusqu'à présent, beaucoup de ces jeunes passant par la CPPN arrivaient, en un an, à rattraper une 4º préparatoire à un CAP, ce que la plupart souhaitaient. Désormais, cette perspective, même si elle ne résolvait pas tout, leur devient de plus en plus inaccessible, voici pourquoi.

Un certain Chevenement, qui fut ministre socialiste de l'Education, a décrété que 80% des jeunes devaient aller jusqu'au Bac. La gauche, pendant son gouvernement, a retrouvé tout un tas de vertus à "l'entreprise" et aux patrons, et a tout fait pour multiplier les liens entre l'école et ceux-ci (stages, formations en entreprise, "jumelages", etc.). Profs et proviseurs même dits "de gauche" ont suivi le mouvement, adorant ce qu'ils brûlaient naguère, quand c'était la droite. Résultat, il faut faire toujours mieux, "toujours plus": on crée ces fameuses sections de "bacs professionnels", mais surtout, comme les moyens financiers ne sont pas augmentés, la tendance est de supprimer toutes les classes préparatoires à des CAP (accessibles après la 5°), pour les transformer en BEP (accessibles après la 3°), ou en ce qu'on appelle pompeusement "4° technologiques" réservées, paraît-il, aux "bons dossiers" venant de 5°. Et ajoutons en passant qu'à chaque fois, cela signifie 24 places au lieu de 35

Que deviennent donc, alors, les jeunes qui ont le plus de difficultés? Pas difficile: s'ils n'ont pas encore 16 ans, ils ont le droit d'en reprendre pour un an dans la même classe de CPPN. Bien rares seront ceux qui auront encore envie de "s'accrocher" à l'école pour y rester l'année suivante. La plupart ont bien conscience que c'est fichu d'avance. Et s'ils ont 16 ans, on les oriente gentiment vers la "vie active", dont tout le monde sait ce qu'elle est pour les jeunes sans formation.

De plus en plus rêvent, dès le début de l'année, de "trouver un patron pour faire un apprentissage". Certains en trouveront, mais sans doute de moins en moins : c'est tellement plus tentant, pour un patron, de s'offrir un stagiaire "SIVP" pour 6 mois, toutes charges sociales payées par l'Etat, et qu'on remplace par un autre ensuite, plutôt que de signer un contrat pour 2 ou 3 ans avec un apprenti qu'il faudra finir par payer 70% du SMIC au lieu de 17%.

Inutile de préciser que ce brillant avenir, chômage (non-indemnisé bien sûr) ou stages bidon, concerne surtout des jeunes de familles les plus défavorisées (parents ouvriers, chômeurs, invalides...).

Voilà ce que Monory, après Chevènement, appelle "l'école de la réussite"! Espérons qu'au moins elle réussisse à révolter les jeunes, et leurs parents, contre cette société!

LOYERS

Y'a de l'abus

Après avoir, en tant que chef du gouvernement, promulgué la loi Méhaignerie qui laisse la bride sur le cou aux propriétaires pour augmenter les loyers à leur guise, Chirac, en tant que maire de Paris, fait mine de venir au secours des locataires. Il va promouvoir une campagne d'information sur le contenu de la loi; il ouvre des centres d'informations dans 15 mairies d'arrondissement avec des conseillers à la disposition du public; il a même fait effectuer une enquête sur le montant des hausses depuis le début de l'année.

L'enquête en question, réalisée auprès des propriétaires, révèle une augmentation moyenne de 30%, qui doit être étalée sur trois ans, ce qui signifie environ 10% de plus chaque année. C'est déjà une augmentation considérable qui va se faire de plus en plus lourdement sentir les deux prochaines années. Et évidemment il ne s'agit là que d'une moyenne, avouée par les propriétaires eux-mêmes. Mais certains d'entre eux ont augmenté leur loyer de 100 voire 200%!

D'ailleurs chaque mois, ce sont des centaines de locataires indignés qui font appel des diktats de leur propriétaire auprès de la commission de conciliation parisienne.

Alors Méhaignerie peut bien parler de "dédramatiser les rapports propriétaires-locataires" et Chirac faire mine de vouloir lutter contre les abus. Le premier abus, c'est bien ce droit que le gouvernement a donné aux propriétaires d'augmenter les loyers selon leur bon plaisir, alors qu'il prétend imposer aux salariés le

blocage de leur salaire sous prétexte qu'en cette période de crise il faut bien faire des sacrifices!

Le gouvernement considère, en tout cas, que les propriétaires n'ont pas à en faire, eux, des sacrifices et qu'il est normal qu'ils "réajustent" les loyers, qu'ils se rattrapent du retard que ceux-ci auraient pris et qu'ils s'assurent des augmentations de revenus bien supérieures à la hausse des prix.

Alors il n'y a aucune raison que les travailleurs n'en fassent pas autant et n'exigent pas eux aussi, le droit de voir combler le retard pris par leur salaire ainsi que des augmentations qui leur permettent de s'assurer contre la hausse des prix... et de payer leurs nouveaux loyers!

D.C.



LA RÉFORME DU 1 % PATRONAL

Pas trop de mal pour les patrons

Le gouvernement a annoncé une prochaine réforme du 1 % logement ce qu'on appelle le "1 % patronal".

Cela se traduira d'abord par un contrôle plus étroit par l'Etat des sommes drainées par le 1% et estimées à 13 milliards de francs, avec la création d'un établissement public chargé de gérer ces fonds. Depuis 34 ans qu'existe l'obligation pour toutes les entreprises privées de plus de dix salariés de verser une contribution-logement, l'Etat n'a eu de cesse de chercher à contrôler ces fonds, qui ne sont rien d'autre qu'une forme de salaire différé, une partie du salaire que les patrons ne versent pas directement aux travailleurs, exactement comme il l'a fait pour la Sécurité sociale.

Dans le cas du 1 % logement, cela ne s'est pas fait sans difficulté, vu la résistance du patronat qui entendait garder la maîtrise exclusive des fonds. En effet, les patrons avaient été à l'origine de ce système, non pas par philanthropie, mais parce qu'ils estimaient que loger leurs salariés leur coûtait moins cher que de devoir leur accorder des salaires suffisants pour qu'ils puissent payer des loyers normaux, surtout à la fin de la guerre, quand ceux-ci flambaient. En outre, dans bien des cas, en construisant des cités ouvrières autour des usines, c'était la seule façon pour les patrons - dans un contexte de pénurie de logements que les destructions de la guerre avaient encore aggravé - d'avoir de grandes concentrations de travailleurs à portée de main.

Les patrons n'entendaient donc pas se laisser dessaisir de cet avantage, d'autant plus qu'ils n'hésitaient pas à présenter comme un "avantagemaison" le fait d'avoir un logement dû à "son" patron.

Par la suite, avec la construc-

tion des HLM par les communes et une certaine reprise de la construction, les entreprises ne pouvaient plus autant jouer de cet aspect paternaliste - d'autant plus avantageux pour elles qu'il était de fait financé par une partie des salaires. Mais les patrons n'ont pas forcément perdu au change : de réformes en réformes, le 1 % s'est réduit comme peau de chagrin, pour tomber à 0,77% des salaires. Et puis surtout, par le biais des Chambres de Commerce et de centaines de Comités Interprofessionnels du Logement, s'est mise en place une immense nébuleuse de sociétés chargées de construire, de gérer les logements et les prêts à la construction. Un ensemble financier et industriel à la gestion duquel sont associés des représentants des centrales syndicales mais qui reste sous les contrôles des entreprises et des syndicats patronaux.

Une partie de ces sommes énormes n'est absolument pas affectée au logement des salariés. C'est d'ailleurs en menacant plus ou moins ouvertement de porter sur la place publique certaines irrégularités fort lucratives dans la gestion de ces fonds, que l'Etat vient d'obtenir que le patronat, tout en conservant la haute-main sur eux, lui fasse une place dans l'organisme qui sera désormais chargé de gérer ce pactole.

En échange - car l'Etat n'a évidemment nulle intention de chagriner le patronat - le gouvernement vient de promettre qu'il diminuerait encore les versements-logements des entreprises de 0,77% à 0,72%.

Cela ne va évidemment pas permettre d'accroître la construction de logements dits sociaux, au contraire. Mais cette réduction devrait aller droit au cœur des patrons.

Pierre LAFITTE

L'Etat promoteur... des promoteurs immobiliers

Le gouvernement, sur proposition du ministre de l'Equipement, Pierre Méhaignerie, vient de décider d'accorder 750 millions de francs pour favoriser la construction. Il s'agit de consacrer 650 millions de francs à des ristournes sur les impôts à payer lorsqu'un propriétaire réalise un bénéfice sur la vente d'un terrain, afin d'inciter particuliers, entreprises et collectivités locales à vendre leurs terrains à bâtir à des promoteurs immobiliers.

Dans l'Île de France 100 millions seront consacrés à inciter les communes à construire plus de logements.

Enfin il est convenu que les administrations ou les entreprises publiques, qui vendraient leurs terrains, pourraient conserver les 3/4 du produit de cette vente pour leur propre budget.

Tout cela va peut-être permettre aux promoteurs immobiliers de mettre la main sur des terrains supplémentaires qu'ils s'arracheront toujours à prix d'or pour construire ce qui rapporte, c'est-à-dire, en matière de logements, des appartements ou des maisons individuelles de bon standing. Ils se vendent fort bien aux bourgeois, qui ont des dizaines et même des centaines de millions à placer, et qui peuvent espérer louer ensuite à bon prix, grâce toujours aux nouvelles dis-



Bouygues, roi du béton : l'œil souverain mais... main basse sur la ville.

positions de Méhaignerie sur la libération des loyers, à des gens qui peuvent payer.

Bref, il est possible que les mesures que vient de prendre le gouvernement donnent un coup de fouet supplémentaire aux affaires des promoteurs, des entreprises du bâtiment et aux placements, y compris spéculatifs, dans l'immobilier. Mais elles ne permettront en rien aux plus mal lotis d'être mieux logés. Ceux-là, en tant que contribuables, auront simplement participé aux sacrifices que l'Etat consent pour permettre à tous ceux qui profitent de l'immobi-

lier de faire encore de meilleurs profits.

Ça ne coûterait pas plus cher à l'Etat, bien au contraire, de saisir les terrains inutilisés et d'y faire construire des logements corrects à des prix modiques. Mais l'Etat n'est pas là pour se préoccuper des besoins de la population laborieuse. Toutes les mesures prises ces derniers mois par le gouvernement en matière de logement illustrent bien son souci d'aider les bourgeois à s'en mettre plein les poches.

D.C.



ARGENTINE

La visite de Mitterrand: Pour les profits des trusts français

Le voyage de Mitterrand en Argentine, destiné officiellement à apporter le soutien du chef de l'Etat français à la démocratie argentine, avait manifestement pour but de permettre au représentant officiel des grands trusts de l'hexagone de voir de plus près quelles bonnes affaires il serait encore possible de conclure dans ce pays qui est pourtant au bord de l'effondrement économique.

En effet Mitterrand était accompagné non seulement du ministre des Affaires étrangères, mais aussi du ministre du Commerce extérieur, du ministre des Postes et Télécommunications et du ministre de l'Environnement. C'est que les contrats que le gouvernement français espère

décrocher en Argentine concernent la modernisation de 430 000 lignes téléphoniques (un contrat de 160 millions de dollars pour Alcatel), l'assainissement des eaux de la capitale argentine, le dragage du port de Bahia, la construction d'une usine de fertilisants et de 150 locomotives, la fabrication de micro-ordinateurs et de terminaux bancaires.

Evidemment ces contrats représentent de coquettes sommes pour les entreprises qui en seront bénéficiaires suffisamment coquettes en tout cas pour que ce soit le président de la République qui préside au démarchage.

C'est dire que cela sera cher aussi pour le budget argentin, qui accuse déjà un déficit d'autant plus considérable que ce sont des milliards de dollars que l'Argentine doit consacrer au remboursement de sa dette qui se monte maintenant à 54 milliards de dollars.

Evidemment l'Etat argentin n'a pas grand chose à refuser aux représentants des Etats auprès desquels il est endetté et le gouvernement français en profite. Tout en s'employant à obtenir la signature de contrats avantageux, il se garde bien de promettre quoi que ce soit sur l'effacement d'une partie de la dette argentine et se retranche derrière l'affirmation que "la réduction de la valeur de la dette ne peut se décréter de façon unilatérale".

Alors le gouvernement argen-

tin continuera à pressurer la classe ouvrière et la population pauvre, à leur imposer des sacrifices inouis, à leur faire porter tout le poids d'une inflation qui risque d'atteindre cette année les 150%, pour continuer à payer les dettes et pour honorer les contrats onéreux passés avec les trusts occidentaux. Car bien entendu il n'est pas question pour le gouvernement argentin de mettre quelque entrave que ce soit aux spéculations des bourgeois et à l'évasion massive de leurs capitaux à l'étranger (les capitaux argentins placés à l'étranger représentent plus que le montant de la dette du pays).

C'est cela la démocratie argentine que Mitterrand est allé

"soutenir": un régime entièrement au service des riches qui dans cette période de crise se donne pour tâche de réduire à la misère la majorité de la population pour que les possédants puissent continuer à s'enrichir à leur guise.

Quant à la démocratie francaise représentée par Mitterrand, c'est bien, elle aussi, un régime au service de nos bourgeois rapaces qui non seulement profitent des sacrifices qu'ils imposent ici à la population, mais qui trouvent encore le moyen de faire suer des profits aux populations pauvres de l'autre bout du monde.

Dominique CHABLIS

J PHILIPPINES

Le régime de Cory Aquino et les menaces de coup d'Etat

Les Philippines semblent vivre sous la menace permanente d'un nouveau coup d'Etat militaire. Il ne se passe pas de jour sans que la presse fasse état des mouvements des troupes "loyalistes" chargées de protéger le palais présidentiel ou de procéder à des opérations destinées à prévenir un nouveau putsch.

Mais tous ces déploiements de force ne semblent guère avoir de résultat concret, du moins contre les cadres de l'armée qui s'affirment ouvertement favorables au renversement du régime Aquino. Par contre, envers les militants de gauche ou même envers certains membres de l'administration Aquino jugés "pro-communistes" par l'étatmajor, la chasse aux sorcières bat son plein.

Le journal pro-gouvernemental *Philippines Inquier* vient de publier une liste - dressée par les services secrets de l'armée - de soixante-dix personnalités dont beaucoup sont des partisans de la présidente. Tous, sans exception, seraient aux dires des militaires, des "gauchistes" qu'il s'agirait d'écarter. Et comme dans ce pays, entre la dénonciation publique et l'élimination physique, la marge peut être très étroite...

Dans la soirée du samedi 19 septembre, Leandro Alejandro, responsable du Bayan, une organisation de gauche à caractère syndical, était assassiné dans les rues de Manille, la capitale. Le meurtre a eu lieu alors que plusieurs mouvements d'opposition s'apprêtaient à manifester

contre les menaces d'instauration de la loi martiale, ainsi que contre la politique de l'actuel gouvernement qui entend imposer un moratoire de cinq ans sur les grèves.

Le récent assassinat de Léandro Alejandro, tout comme celui dont fut victime Rolando Olalia, un autre leader syndicaliste en novembre dernier, ou d'autres contre des militants moins connus et dont la presse occidentale ne parle pas, sont-ils le fait de groupes liés aux militaires qui à plusieurs reprises ont voulu renverser le gouvernement de Cory Aquino? Peut-être! Mais ils peuvent tout aussi bien avoir été commis par des militaires partisans de la "démocratie" telle que la pratique Aquino: une "démocratie" qui tolère de moins en moins l'existence d'opposants au régime, surtout lorsque ces opposants se situent à gauche. Le fait d'ailleurs que lors du dernier remaniement ministériel, le général Montano, ancien responsable de la sécurité intérieure qui commandait les forces de l'ordre ayant ouvert le feu lors d'une manifestation paysanne devant le palais présidentiel en janvier dernier, et qui avait été suspendu par la présidente, ait été nommé à la tête du commandement régional de Manille, en dit long sur les choix d'Aquino.

Soit dit en passant, cette façon d'agir n'est pas propre aux seuls gouvernements dictatoriaux des pays pauvres. Les hommes politiques ou certains membres de l'appareil d'Etat des "démocraties" d'Occident peuvent eux aussi agir de la sorte. En Nouvelle-Calédonie, par exemple, le gouvernement Mitterrand, tout en continuant à discuter avec le modéré Tjibaou, n'a-t-il pas fait exécuter par les gendarmes du GIGN, Eloi Machoro qu'il jugeait trop radical ?

Eliminer les dirigeants des organisations de gauche et des syndicats ou des militants influents parmi la population pauvre afin de décapiter par avance tout mouvement éventuel contre les mesures antiouvrières, telle est peut-être la politique suivie actuellement par le gouvernement Aquino luimême qui, sur sa lancée, pourrait d'ailleurs aussi décréter la loi martiale, comme le réclament bon nombre de militaires "loyalistes".

Après un an et demi de pouvoir, Cory Aquino n'a en aucune façon répondu aux attentes que la population pauvre en particulier pouvait mettre dans son gouvernement. Et parce que toute sa politique consiste à défendre - à sa façon - les intérêts des riches philippins aux dépens des masses populaires, elle a besoin de la seule force capable dans ce pays de s'opposer à l'expression du mécontentement des pauvres : l'armée, une armée créée et formée durant le précédent régime du dictateur Marcos.

Mais si Aquino a besoin du rempart de l'armée, les cadres militaires, eux, pourraient fort bien se passer de la présidente si demain ils décidaient, soit de leur propre chef, soit sur l'injonction de la bourgeoisie philippine ou de l'impérialisme américain, de remplacer le présent régime par un pouvoir plus musclé.

Pour l'heure, le gouvernement vit en sursis, à l'ombre des baïonnettes, cédant toujours plus de pouvoir aux militaires, après chaque tentative de coup d'Etat. Le dernier gouvernement qui vient d'être formé ne compte par exemple pas moins de six généraux!

La situation présente, très instable, peut donc évidemment basculer rapidement, et le gouvernement Aquino s'effondrer sous les coups de boutoirs de l'armée, en particulier si les militaires encore fidèles à la présidente passaient aux côtés des mutins. Mais le régime actuel peut tout aussi bien durer, tout en continuant à évoluer vers des formes de gouvernement de plus en plus dures pour les militants de gauche comme pour toute la population.

Aujourd'hui, aux Philippines, ce que l'actuel régime propose aux masses populaires, c'est de supporter l'insupportable: la misère et l'absence de droits. Et à tous ceux qui s'opposent à un tel état de fait, l'intimidation, la terreur quand ce n'est pas l'assassinat.

Alors n'y a-t-il pas d'autre perspective pour les travailleurs, pour les masses populaires des Philippines, que de subir une nouvelle dictature avec ou sans Aquino? Certainement pas! Mais il faudrait pour cela non seulement que les travailleurs ne fassent aucune confiance au régime d'Aquino et à ses velléités 'démocratiques' mais se préparent au contraire à faire front eux-mêmes contre l'appareil qui préserve le pouvoir de la bourgeoisie et de l'impérialisme: l'armée. Et cette lutte, seul le prolétariat des villes aurait les moyens de la mener à bien.

Il existe actuellement aux Philippines des milliers de combattants prêts à se battre contre le régime et l'armée au risque de leur vie. Mais ils sont pour la plupart organisés au sein d'une guérilla qui cantonne son action dans des territoires excentrés qu'elle contrôle péniblement.

Un tel choix politique qui coupe bien des combattants des forces de la classe ouvrière ne leur offre pas toutes les possibilités de vaincre. Contre une armée composée en majorité de soldats mal nourris encadrés par une petite minorité d'officiers, la pression de millions de travailleurs concentrés dans les villes serait autrement plus efficace, pour neutraliser et disloquer l'armée, que celle de guérilleros limitant leurs actions dans les campagnes.

Seule une telle mobilisation révolutionnaire du prolétariat pourrait réduire à néant toute menace de dictature. Elle est possible, et c'est justement elle que redoutent tous ensemble la bourgeoisie philippine, les militaires et Aquino elle-même.

Georges LATTIER



IRAN-IRAK: LA GUERRE DU GOLFE ET, EN

Le conflit Iran-Irak a connu cette semaine un nouvel épisode avec la reprise de la guerre des villes, qui avait connu une sorte de trêve depuis février dernier.

Ces derniers mois, en effet, la guerre s'était déplacée sur le golfe Persique. Aujourd'hui, même si le bombardement des villes irakiennes par l'artillerie iranienne, et le bombardement de territoires et de populations civiles iraniennes par l'aviation irakienne ont repris, la tension dans le Golfe n'a pas baissé, bien au contraire.

Quant aux puissances occidentales, et en premier lieu les Etats-Unis, elles sont toujours autant impliquées dans ce conflit : les 30 navires de guerre de l'armada américaine, les 25 bateaux français croisant aux abords du Golfe, plus ceux des Anglais et des Italiens, n'ont pas pour simple rôle d'assurer la libre circulation dans le Golfe.

Si les flottes occidentales patrouillent dans le secteur, c'est aussi, et avant tout pour exercer une pression militaire dissuasive à l'égard de l'Iran, tout en offrant une couverture militaire à l'aviation irakienne.



La "guerre des villes" en février dernier : une école iranienne entièrement détruite par l'aviation irakienne. (AFP).

Pour avoir une idée du jeu mené par les uns et les autres dans cette guerre irakoiranienne, rappelons d'abord les faits.

Quand les ayatollahs prirent le pouvoir en Iran, en 1979, les Occidentaux avaient d'abord été bien obligés de laisser faire. Puis ils ont vite été gênés par l'attitude du nouveau régime, à commencer par les surenchères antiimpérialistes, comme la prise en otage des employés de l'ambassade américaine. Jimmy Carter y avait même laissé son siège de président des Etats-Unis...

Du coup, d'attentiste, l'attitude des grandes puissances visà-vis de Khomeiny était devenue hostile. Et elles ont voulu faire tomber le nouveau régime. Elles

misaient alors sur la fragilité de l'armée iranienne (qui lors de la chute du chah s'était scindée sur l'attitude à avoir vis-à-vis du nouveau pouvoir). C'est alors que l'Irak, à l'instigation des Etats-Unis a servi de masse de manœuvre et a attaqué l'Iran. La stratégie des gouvernements des puissances impérialistes était, derrière cette attaque, de déstabiliser l'Iran, qu'ils espéraient plus fragile qu'il ne s'est révélé en réalité, et d'amener ainsi éventuellement l'étatmajor iranien à envisager de prendre le pouvoir.

Mais tous ces calculs se sont révélés faux. Dans cette guerre qui s'est éternisée et qui dure maintenant depuis plus de sept ans, le plus essoufflé semble être

PAYS MUSULMANS: LA MONTÉE DE L'INTÉGRIS

Après le procès engagé contre les intégristes islamiques, le régime tunisien fait encore parler de lui.

En effet, Bourguiba vient de limoger son Premier ministre qui aurait eu le tort de procéder à des désignations de responsables du Néo-Destour sans en reférer à Bourguiba. Il sera remplacé par son ministre de l'Intérieur, le général Zine Ben Ali, connu entre autres pour ses hauts faits de répression passés et récents.

Depuis quelque temps, Bourguiba, qui est déjà vieux (il a 84 ans), a désigné plusieurs "dauphins" dont aucun ne semble pouvoir tenir très longtemps. La succession de Bourguiba pose donc un problème. Ce problème est que le vide créé par sa disparition pourrait entraîner une crise politique au travers de laquelle pourraient surgir des troubles sociaux, au travers desquels les masses populaires misérables de Tunisie pourraient intervenir. Et si ces masses intervenaient, ce pourrait être derrière l'opposition intégriste qui, même pourchassée, et a fortiori parce qu'elle est pourchassée, est la seule opposition crédible au régime.

A vrai dire, indépendamment de ce problème de succession, le régime tunisien n'est pas seul aujourd'hui à avoir des problèmes avec les intégristes musulmans. Cette opposition intégriste existe aussi en Egypte, en Algérie, au Maroc, au Soudan etc., sans parler du Liban.

Ainsi, en ce qui concerne l'Egypte, un article du *Monde* du 2 octobre intitulé "*La fièvre islamiste en Egypte*" rappelait l'importance du mouvement islamiste en Egypte. Le regain de ferveur religieuse fait déborder de fidèles les 50 000 mosquées d'Egypte lors de la prière du vendredi soir, et la campagne pour l'application de la Chariah (c'est-à-dire la législation coranique) s'est intensifiée. Les partisans de la Chariah seraient au nombre de 5 millions, soit plus

nombreux que les membres du Parti National Démocrate actuellement au pouvoir.

Selon *Le Monde*, c'est le seul courant qui se soit renforcé depuis le début des années 80, disposant en outre d'une assise financière avec ses sociétés de placements islamiques, qui concurrencent les 4 banques d'Etat, dont les avoirs sont estimés à 8 milliards de dollars.

Face à cette situation, le gouvernement de Moubarak a

choisi la politique de la carotte et du bâton. La carotte pour les intégristes modérés (les 37 députés au parlement). Le bâton pour les plus extrémistes qui, eux, choisissent des voies plus violents. Ainsi les Gamaat Islameia (regroupement islamique) ont radicalisé leur mouvement. De l'activisme dans les universités, ils sont passés à l'agitation dans les bidonvilles et s'en prennent à tout ce qui représente l'Occident (jets de pierres sur des touristes, attaque d'un camion transpor-

tant de la bière...) Ils sont férocement pourchassés par la police. Cette politique de Moubarak qui essaie de flatter les plus modérés des intégristes ne peut dans la période actuelle que donner plus de crédit aux extrémistes.

Dans le même ordre d'idées, on peut lire cette semaine, dans Le Nouvel Observateur, une interview d'Hassan II, roi du Maroc, qui donne une leçon de théologie musulmane et se présente presque comme un nouveau prophète en se prévalant de son titre de Commandeur des Croyants, titre accordé aux descendants du prophète Mahomet. Il appelle à un concile musulman auquel il invite bien sûr les Iraniens : "Les problèmes de l'Islam peuvent se traiter entre des musulmans unis par une croyance fondamentale."

Hassan II essaie de conjurer le danger de l'opposition intégriste et de la révolution islamique iranienne par un appel à l'unité et en s'affirmant fondamentaliste, c'est-à-dire pour le respect fondamental des valeurs de l'Islam. Il fait toutefois une différence subtile entre ce qu'il appelle le fondamentalisme et le radicalisme: "Le fondamentalisme est un respect total de l'esprit de la loi, le radicalisme préconise une application sectaire et intolérante de la loi."

Mais Hassan II, comme Kadhafi, comme Bourguiba, comme Ben Bella puis Boumediene en Algérie (et même le chah d'Iran), comme bien d'autres, qu'ils soient euxmêmes croyants ou pas, ont toujours, à un moment ou à un autre, favorisé les préjugés religieux. Ils se sont débarrassés des organisations de gauche, du prolétariat en tant que classe organisée ou qui pourrait le devenir. Ils ont remplacé cela par la foi religieuse et ont y compris favorisé l'ascétisme islamique contre "les fausses valeurs occidentales". Ils ont ainsi éliminé les revendications du prolétariat aspirant à un mode de vie semblable à celui des classes ouvrières des pays occidentaux. Moins par antiimpérialisme que pour neutraliser les masses.

Mais, avec la crise mondiale qui a frappé de plein fouet les masses de ces pays, qui a anéanti leurs espoirs dans l'amélioration de leur situation, la religion

At the second of the second of the second

PLUS, À NOUVEAU "LA GUERRE DES VILLES"

plutôt l'Irak que l'Iran. A tout le moins, ils sont autant essoufflés l'un que l'autre.

Au bout du compte, la guerre a renforcé le régime de Khomeiny, dans la mesure où elle lui a permis de réaliser l'unanimité nationale autour de lui, lui permettant aussi, entre autre, d'éliminer sa propre aile gauche, comme les Moudjahidines du Peuple, qui avec leurs propres milices le soutenaient au début.

LA SITUATION ACTUELLE

Aujourd'hui cette guerre commence à embarrasser sérieusement les pays impérialistes. Son prolongement, sa durée, fait courir bien des risques au pétrole du Golfe. Et non seulement ils ont besoin de ce pétrole bien qu'ils aient d'autres sources d'approvisionnement mais, surtout, ils ont dans ce pétrole des intérêts directs à défendre, ne serait-ce qu'au travers des compagnies pétrolières occidentales.

Alors, les pays impérialistes, surtout les Etats-Unis, voudraient bien à la fois, et que la guerre cesse, et accentuer leur pression sur l'Iran qui s'avère décidément un régime trop imprévisible. Ils voudraient bien que la guerre cesse... à condition de réduire l'Iran à l'impuissance, et de mettre l'Irak en position de force; en somme en voulant une paix irakienne, en faisant la guerre à l'Iran! Mais c'est justement ce qui incite le régime iranien à ne vouloir à aucun prix céder le terrain! Car accentuer la pression sur l'Iran, même indirectement, par Irak interposé, ne va pas précisément dans le sens de la désescalade!

De son côté, si depuis quelques mois l'Iran de Khomeiny a quelque peu déplacé le terrain des hostilités vers le Golfe, en minant le Golfe d'abord, en lançant des raids éclair à partir de vedettes rapides ensuite (l'Iran, contrairement à l'Irak, ne dispose pratiquement pas d'aviation), contre les tankers croisant sous différents pavillons dans le Golfe mais probablement affrétés par l'Irak, c'est pour en retour exercer une pression à la mesure de ses moyens, sur les différentes puissances occidentales qui arment à qui mieux mieux l'armée irakienne.

Devant la nouvelle forme qu'a prise le conflit, les Etats-Unis ont envisagé toutes les possibilités, sauf bien sûr de renoncer à l'aide militaire massive à l'Irak. Résultat : ils ont été amenés à montrer leur force dans la région, à déployer leur armada dans le Golfe et aux abords du Golfe, suivis avec plus ou moins de bonne grâce par l'Angleterre, l'Italie et la France.

Les choses en étaient là depuis quelque temps, et la tension dans le Golfe ne baissait pas. Les chasseurs de mines occidentaux ont peut-être désamorcé les mines. Mais les Iraniens sont passés aux raids éclair à partir de leurs vedettes, contre les tankers irakiens sous pavillon japonais, pakistanais, chypriote, ou indien... Et l'escalade est repartie.

Voilà une bonne semaine, que l'aviation irakienne, cette fois, en représailles, s'est mise à bombarder les pétroliers affrétés par les Iraniens. La presse dit que l'aviation irakienne a procédé aux bombardements "malgré les conseils de modération de ses alliés américains". Vraiment? Si les "conseils" en la matière sont sans doute platoniques et destinés à l'opinion publique internationale, les livraisons d'avions de chasse, de missiles et de pièces de rechange, elles, sont très réelles. La chasse irakienne n'a pas besoin de décoller des porte-avions américains, mais par contre tout se passe comme si la logistique occidentale déployée dans le Golfe était nettement plus neutre quand il s'agit des raids irakiens, que lorsqu'il s'agit des raids (au demeurant moins destructeurs) à partir des vedettes iraniennes.

Toujours est-il qu'après les bombardements aériens irakiens contre les pétroliers iraniens, l'armée iranienne a riposté en donnant son artillerie, en particulier par deux tirs de missiles sol-sol sur Bagdad. Illico, l'étatmajor irakien a riposté en début de semaine, par un nouveau raid aérien massif dans le Golfe, attaquant cinq pétroliers iraniens.

Mardi, les deux pays se menacaient mutuellement de représailles toujours plus sanglantes, l'Iran opposant ses missiles solsol aux avions de chasse irakiens, et l'Irak affirmant en outre détenir enfin, à son tour, des missiles sol-sol à longue portée

Aujourd'hui, on pourrait voir à la fois la "guerre des villes" reprendre de plus belle, tout comme la tension dans le Golfe monter encore d'un cran.

Quant aux Etats-Unis, ils viennent de décider de renforcer leur présence navale dans le Golfe, en envoyant prochainement, en plus de leurs bateaux de guerre, des unités de garde-côtes (navires, avions légers et hélicoptères) pour faire pièce, disent les

représentants du Pentagone, à la récente concentration de vedettes iraniennes dans le nord du Golfe. Et voilà qu'en outre, le Japon, après l'Angleterre, l'Italie et la France, vient de décider à son tour de "participer à la sécurité du trafic dans le Golfe", par une contribution financière, et "l'installation d'un système de navigation perfectionné"...

Bref, loin de se calmer, tout ressemble à l'heure actuelle à une escalade dans cette guerre Iran-Irak, aussi bien sur le territoire des deux pays, que dans le Golfe lui-même, même si pour l'instant les armadas occidentales n'interviennent pas directement (tout en se donnant les moyens de le faire si elles le décident), mais se contentent d'accentuer toujours plus leur pression sur l'Iran, en apportant une aide militaire apparemment toujours plus massive à l'Irak.

Moins que jamais, les puissances occidentales ne sont en mesure de maîtriser un conflit qu'elles ont contribué à déclencher, et qui, avec la guerre du Golfe, les a amenées à acheminer leurs armadas respectives sur le théâtre des opérations.

Jean RAYNARD

ME RELIGIEUX

fanatique, "radicale" selon le terme d'Hassan II, et les prédicateurs intégristes sont devenus la seule forme d'opposition. Ils se font les porte-parole d'une religion des pauvres, dénonçant l'excès de richesses, les mœurs occidentales, bref tout ce qui est l'apanage des privilégiés, tout ce que les pauvres n'ont pas. Cet intégrisme sert donc d'exutoire pour les masses.

La situation dans ces pays peut devenir explosive. Car on voit tous ces régimes, quels que soient leurs problèmes particuliers, dépassés sur la droite par les religieux réactionnaires. Aussi bien en Tunisie qu'au Maroc ou en Egypte, on pourrait voir les intégristes prendre le pouvoir et réaliser des révolutions populaires comparables à la révolution iranienne.

Cela n'inquiète pas que les gouvernements concernés, cela inquiète aussi beaucoup les puissances occidentales. Non qu'elles soient gênées qu'une dictature en remplace une autre. Mais elles ont été échaudées par l'exemple iranien. Bien sûr les ayatollahs ne peuvent être soupconnés de vouloir détruire la propriété privée ou l'impérialisme. Le commerce avec l'Iran continue. Mais il n'empêche que ce régime est arrivé au pouvoir appuyé sur les masses populaires et que, de ce fait, il est moins manipulable, plus imprévisible et a une plus grande marge de manœuvre vis-à-vis des grandes puissances qu'une quelconque dictature tunisienne ou marocaine. Car ces derniers régimes, plus dépendants que l'Iran, sont un appui pour les Occidentaux et la perspective de les voir sauter les uns après les autres ne les réjouit pas spécialement. Ils ne craignent pas que l'Iran propage la révolution islamique car ils savent que le régime de Khomeiny est un régime nationaliste, bien content d'avoir trouvé un ennemi extérieur pour imposer tous les sacrifices possibles à son peuple. Si des révolutions islamiques se produisent et font tache d'huile, leur propagation ne devra rien au régime iranien mais sera due à la situation intérieure de chacun de ces pays, qui est la même partout.

Ce sont les mêmes causes (misère, chômage, répression) qui entraînent partout les mêmes effets. Et le fait aussi que nulle part, ni dans ces pays bien sûr, ni en Occident, le communisme, la révolution prolétarienne, n'offrent de solutions révolutionnaires aux masses misérables de ces pays.

Liliane LEFEBVRE



Des militants musulmans égyptiens, membres du Jihad islamique, emprisonnés au Caire lors de leur procès en 1982. (AFP).

AFFAIRE MECILI:

LE MÉTIER D'ABORD

Il se confirme que l'enquête de la police française sur le meurtre de l'opposant algérien Ali Mécili, qui avait été tué à Paris le 7 avril dernier, a avancé à grand pas.

La police connaît non seulement le meurtrier lui-même, qui n'est qu'un simple truand, mais aussi les commanditaires du meurtre, qui ne sont autres que les services secrets algériens, ce dont on se doutait déjà beaucoup.

Mais la police, sur ordre de Pandraud, aurait tout bonnement expulsé vers l'Algérie le truand en question avant même que la justice ait pu l'entendre dans le cadre de l'instruction.

Il ne fait aucun doute que la police française ne fait que continuer ici une bonne politique de collaboration avec la police algérienne visant à l'aider contre ses opposants, moyennant on ne sait quelle contrepartie.

C'est vrai que Pandraud n'est ni raciste, ni anti-arabe, ni antialgérien. La preuve. Ses choix sont politiques avant d'être de bonne police. Ce n'est ni particulier à Pandraud, ni nouveau, cela ne fait que répéter, en moins bruyant, l'affaire Ben Barka...

Jean RAYNARD

1988 : Balladur prélèvera dur

Exposant ses prévisions pour 1988, Edouard Balladur, le ministre des Finances, a annoncé une hausse des prélèvements obligatoires qui comprennent l'ensemble des impôts et des cotisations sociales perçus soit directement par l'Etat, soit indirectement par l'intermédiaire de la Sécurité sociale.

Ces prélèvements devraient augmenter pour l'année à venir de 0,3 %, un taux qui à première vue peut paraître faible mais dont le montant se compte tout de même par milliards puisqu'il est calculé sur le produit intérieur brut du pays.

Les dernières prévisions ne sont bien sûr que des prévisions, donc toujours sujettes à révision. Et lorsque l'on sait que le même Balladur prévoyait, il y a peu encore, une baisse de 1% des prélèvements obligatoires, l'avenir qu'il nous réserve s'annonce bien sombre.

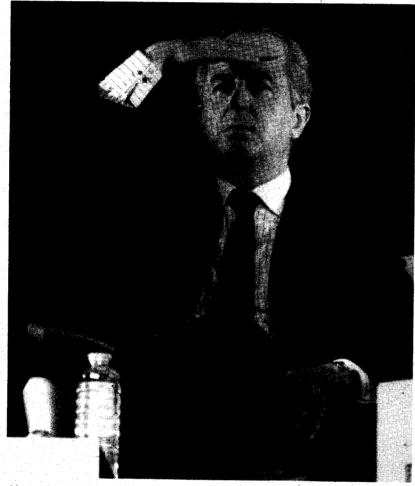
Balladur était pourtant très fier d'avoir réduit certains impôts directs. C'était, à l'entendre, le signe de sa saine gestion du budget de l'Etat. Seulement, la baisse des impôts sur le revenu profite avant tout aux plus riches des contribuables ou aux entreprises. Très faible pour les salariés ayant de petits revenus, elle est par contre sensible pour les hauts cadres, pour certains commerçants ou pour les patrons qui disposent, eux, d'un fort revenu imposable.

Mais tout cet argent ainsi redistribué aux plus riches, Balladur n'en a quand même pas fait son deuil. Il le récupère en fait par la hausse des prélèvements sociaux. Le rapport présenté par le ministère envisage ni plus ni moins plusieurs hausses : un relèvement de 1,2% des cotisations maladie au 1^{er} juillet 1988, une augmentation de 1,2% des cotisations vieillesse à la même date, la reconduction du prélèvement de 0,4% sur les salaires et l'apparition d'une nouvelle ponction fiscale au 1^{er} juillet. Même si toutes ces mesures ne sont pas retenues, c'est tout de même une hausse brutale qui est prévue.

Dans les comptes de Balladur, la baisse des impôts directement perçus par l'Etat se monte à 0,6% du produit intérieur brut, tandis que les augmentations des cotisations sociales devraient, elles, passer de 19 à 19,6% du produit intérieur brut, soit là une hausse de 0.6%!

Voilà comment Balladur boucle son budget. D'un côté une diminution qui profite avant tout à ceux qui ont de hauts revenus, de l'autre une augmentation mais qui touche tous les salariés. La balance est ainsi rééquilibrée... au profit des riches.

G.L.



Horizon 88: dur, dur... (AFP)

Propos fumeux

Suite aux publications d'enquêtes médicales sur les méfaits du tabagisme, ainsi que l'interdiction de fumer dans les écoles, le PDG de la SEITA (la Société nationale des tabacs et allumettes) contre-attaque dans une interview au journal Le Monde.

Ce gros bonnet d'une drogue accusée d'être responsable d'au moins 53 000 décès par an estime que les rapports médicaux en question sont "absolument non scientifiques". S'il consent à admettre que le tabac est "indiscutablement un facteur de risque pour la santé", il tente de distinguer la consommation modérée, d'avec le "tabagisme" c'est-à-dire l'excès qui seul serait vraiment dange-

reux. L'ennui c'est que même modérée, la consommation de tabac est dangereuse, et que, surtout, l'immense majorité des fumeurs ne sont pas capables de fumer modérément.

Le plus drôle c'est qu'il a déniché des effets favorables - et méconnus - du tabac : "Le tabac soutient les gens un peu faibles, et au contraire calme ceux qui sont nerveux. D'autre part on sait que le tabac a un effet bénéfique sur la maladie de Parkinson, sur certaines maladies intestinales comme sur certaines maladies des organes génitaux de la femme". Le PDG de la SEITA n'a pas osé demander le remboursement des cigarettes par la Sécurité sociale. De toute façon, il n'envisage pas de limiter son marché aux parkinsoniens, aux personnes à l'intestin dérangé et aux femmes souffrant de certaines maladies génitales.

Ce qui peut paraître curieux c'est la politique ou plutôt l'absence de politique de l'Etat. C'est que d'un côté, si le tabagisme pèse sur la Sécurité sociale, de l'autre en revanche les trois quarts du prix des cigarettes passent en impôts et taxes divers. Aussi la main droite étatique feint d'ignorer que la main gauche roule une cigarette. Et comme les économies, c'est pour plus tard et les impôts sont pour tout de suite, l'élimination du tabac, ce n'est pas pour demain.

Balades syndicales

1er octobre : journée d'action et défilé CGT.

3 octobre : journée d'action et défilé FO.

15 octobre : journée d'action et défilé de la Fonction publique à l'appel de tous les syndicats cependant, ce qui est déjà un progrès.

Mais si on appelle ça une rentrée sociale, c'est abuser des mots. Ça n'est que la rentrée syndicale, aussi prévisible et inoffensive que la chute des feuilles. Krasucki, Bergeron et Maire font trois petits tours, et puis s'en vont, jusqu'à la prochaine saison.

Dans leur jargon, les dirigeants syndicaux (tout comme de leur côté les hommes du gouvernement et du patronat), appellent ça "tester la combativité des salariés". Mais ça ne teste rien du tout. Car il en faudrait aux travailleurs un sacré moral pour s'enthousiasmer pour ces sempiternelles journées d'action en ordre dispersé, la plupart du temps! Et puis, si vraiment les dirigeants des grandes confédérations voulaient tester le moral des travailleurs. que nous montrent-ils l'exemple! Car tout de même, ce serait d'abord à eux, dans cette période où le patronat se croit tout permis, de montrer ce qu'ils ont dans la tête et dans le ventre. Ce serait à eux d'avoir le cran de s'expliquer devant les travailleurs, de faire le bilan de la situation, de faire preuve de détermination, de volonté et de courage en traçant des perspectives claires aux travailleurs, en leur proposant des luttes susceptibles d'être efficaces, donc de valoir l'effort d'être engagées.

Mais non. Visiblement. nos dirigeants syndicaux ont la tête ailleurs. De stratégie, ils n'en ont pas. Ils n'en parlent même pas. On en est à 3 millions de chômeurs, aux fournées successives de licenciements massifs, à la remise en cause toujours plus rapide des acquis sociaux, à une pression toujours accrue sur les salaires. Mais plus ça s'aggrave pour la classe ouvrière, plus les formes d'action proposées par les directions syndicales sont désespérément les mêmes.

De son côté, le patronat, et son comité exécutif qu'on appelle gouvernement, dispose de véritables étatsmajors qui s'entendent comme un seul homme pour faire payer la crise aux travailleurs. Leur plan de guerre contre les travailleurs, cela fait des années qu'ils l'ont

mis sur pied, et qu'ils l'appliquent délibérément, systématiquement, phase par phase.

La bourgeoisie, en ces temps de crise économique, sait ce qu'elle veut et ce qu'elle fait. Elle tient à bénéficier autant de la crise qu'elle profitait de la période d'expansion, et pour cela elle a entrepris d'appauvrir la classe ouvrière. Sa vérité est celle du plus fort dans le jeu économique dont elle a ellemême fixé les règles, et elle ne se fait pas faute de faire théoriser tout cela par ses économistes, ses journalistes, ses intellectuels, et de le faire ensuite seriner par les média.

Quant aux travailleurs, de leur côté, qui ont pourtant le nombre pour eux, et la force sociale et économique due à ce nombre et au rôle qu'ils jouent dans l'économie, ils disposent, en principe, des "états-majors" syndicaux qui se sont brevetés euxmêmes. Mais de beaux états-majors, vraiment! Car ce que recherchent les dirigeants syndicaux, ce n'est pas la meilleure facon de mener la guerre de classe des travailleurs contre les possédants; ce n'est pas de trouver les moyens de redonner confiance aux travailleurs en leur force et en leur capacité à s'unir pour l'action collective. La seule chose qu'ils savent nous préparer, jusqu'au découragement, nos prétendus généraux, ce sont leurs misérables petites actions saisonnières. Et on s'étonnera ensuite que, dans la lutte des classes, les travailleurs soient toujours en retard d'une guerre sur les bourgeois.

Alors, ras-le-bol des guéguerres, de la concurrence, du sectarisme, des divisions une partie du temps en haut, entre états-majors syndicaux, ou de l'unité de façade une autre fois, pour des actions inoffensives en bas. Ça n'amuse plus personne, et ça ne fait pas bouger un cil aux patrons.

Et pourtant, dans la guerre de classe que la bourgeoisie a déjà engagée contre la classe ouvrière, et qui ne manquera pas de devenir plus âpre, plus ouverte encore, les travailleurs ont besoin d'une centralisation de leur défense, de leurs luttes.

Cet état-major reste à mettre en place à partir de la base. C'est difficile, sûrement, mais ce que nous font faire les directions syndicales n'est finalement pas plus facile et certainement plus inutile.

Editorial des bulletins d'entreprise du 5 octobre 1987.

LA CHAPELLE-DARBLAY ET LES AUTRES

Supprimer le droit de grève, ils en rêvent

Il y a des patrons qui se croient décidément tout permis. Pour avoir fait grève le 1^{er} octobre, 35 travailleurs de la Chapelle-Darblay ont été mis à pied avec demande de licenciement. Pour avoir débrayé une demi-heure en protestation, sept autres travailleurs de la même entreprise se sont vu infliger la même sanction.

Quelques jours auparavant, un tribunal au Mans, condamnait quatre travailleurs à payer par saisie-arrêt sur leur salaire 880 000 francs, soit 550 F par mois pendant trente trois ans, pour une grève qui avait eu lieu en 1980. Et ce n'était pas le premier jugement du genre de cette dernière période.

On se souvient comment cet été le tribunal de Créteil avait déclaré illicite la grève des pilotes d'Air Inter, ou comment il y a quelques mois, un autre tribunal avait voulu condamner les grévistes de l'entreprise Delsey à payer le manque à gagner pour les non-grévistes qui les avaient attaqués à la plus grande satisfaction de la direction. De

même qu'on se souvient que Citroën a obtenu des tribunaux que de lourdes amendes soient infligées à des travailleurs grévistes.

C'est sans doute ce à quoi le ministre des PTT Longuet pensait, lorsqu'il déclarait dimanche 4 octobre sur Europe 1!: "Le droit de grève évolue bien dans notre pays sous le contrôle des tribunaux." Nul doute qu'il y ait aujourd'hui de la part des patrons, du gouvernement, des juges, une offensive, qui par-delà les conditions d'existence de la classe ouvrière qui sont remises en cause, s'en prend également à ses droits écrits.

Dans la dernière affaire, le gouvernement par la voix du ministre des Affaires sociales, Philippe Séguin, vient de désavouer le patron de la papeterie de la Chapelle-Darblay en déclarant que le droit de grève doit être "respecté". L'inspecteur du travail a lui dressé un constat de "violations" du code du travail, et le procureur de la République demande au tribunal que la décision du patron soit jugée "nulle de plein droit".

Si les patrons vont trop vite en besogne, ils pourraient déclencher des réactions que les bourgeois ne souhaitent pas forcément. Alors le gouvernement qui est là pour les servir, veille au grain, tout en guettant lui aussi les occasions plus favorables de restreindre les droits des travailleurs.

Il y a décidément trop longtemps qu'une véritable vague de grève - et pas seulement des journées d'action - n'a pas inspiré à tous ces gens-là une crainte salutaire.

De toute façon, le droit de grève a toujours été et restera un droit qui se conquiert au travers de la lutte ellemême, que nul texte écrit ne peut véritablement ni garantir ni interdire. Chaque grève est toujours un combat, et quand les travailleurs sont décidés à le mener, rien ne peut les en empêcher. Et ne serait-ce que les mineurs d'Afrique du Sud ou les ouvriers coréens tout récemment en ont encore donné la preuve éclatante.

L.G.

DASSAULT LICENCIE

Mais sa fortune n'est pas un mirage

Après avoir entamé, voici bientôt deux ans, une campagne sur le thème "ça va mal" et avoir procédé à une première vague de licenciements d'un millier de travailleurs dans le cadre de pré-retraites au début de l'année, Serge Dassault récidive; ses lettres pleurnichardes en direction des salariés se multiplient et les rumeurs qui circulent depuis plusieurs mois au sujet d'une nouvelle charrette de licenciés sont maintenant confirmées.

En fait, l'héritier de Marcel a la plainte facile, ce grand capitaliste au dernier recensement, parmi les cent milliardaires de toute la terre, trois sont français dont un certain Serge Dassault) possède une entreprise qui non seulement n'a jamais cessé de faire des bénéfices mais qui continue d'en faire. Un peu moins peut-être et en tout cas pas assez au goût de ce nouveau PDG sur le retour, qui, en même temps qu'il licenciait, annonçait qu'aucune augmentation n'aurait lieu en 1987 et 1988 pour ceux qui conservent leur emploi.

Et c'est ce prêcheur de sacrifices pour les salariés qui envisageait, selon le quotidien *Libération*, avant que le gouvernement l'incite un peu à la prudence, de racheter une partie conséquente des sociétés privatisables Matra et Suez.

Mais si Dassault a l'âme d'un "libéral", il n'en cultive pas moins que papa les commandes d'Etat; c'est ainsi que l'impressionnant budget militaire voté au printemps dernier servira en partie à financer le développement ainsi que les achats d'ores et déjà programmés par l'armée française du Rafale. "Du travail pour vingt ans" écrivaient alors les journalistes après le discours de Chirac annonçant la bonne affaire de Dassault au salon de l'aéronautique du Bourget en janvier dernier. Quant à l'avenir immédiat il est assuré par des commandes fermes qui couvrent les capacités de production des trois prochaines années.

C'est donc dans ces conditions que Dassault s'apprête à licencier à nouveau 1261 travailleurs et à fermer quatre de ses entreprises. Cela signifie des départs en pré-retraite, bon nombre également de congésconversion, mais aussi des licenciements secs, environ 400, car les travailleurs âgés ayant déjà été débarqués précédemment, ils ne sont plus légion.

Les discussions dans les ateliers et les bureaux roulent sur ce sujet depuis bien longtemps déjà, tout comme le blocage des salaires qui commence à énerver sérieusement. Mais ce n'est que ces derniers jours que les travailleurs se sont sentis réellement menacés pour leur emploi. Si une petite minorité n'est pas effrayée par les licenciements, à condition de faire "cracher au maximum le patron", la grosse majorité, on s'en doute, n'est pas du tout résignée à quitter l'usine. A Saint-Cloud, 400 travailleurs, des ateliers essentiellement, ont débrayé au moment de la venue de Serge Dassault pour présider le CCE, mardi 6 octobre. L'annonce de la fermeture de quatre usines a fait l'effet d'une bombe, car à cela personne n'était préparé. Si l'ambiance générale est à la démoralisation, un certain nombre de travailleurs sont conscients qu'il faudrait plus qu'une demi-heure de débrayage pour faire reculer Dassault. Faudrait-il se résigner au bureau de chômage et s'incliner devant l'immense fortune de la famille Dassault ? Non, il y aurait de quoi assurer le salaire de tous les travailleurs quels que soient les aléas de la production.

Correspondant LO

SERVICES SOCIAUX PARISIENS

Une mesure d'intimidation

Trois assistantes sociales de la DASES, la DASS de Paris, employées par la mairie, viennent d'être sanctionnées, mutées dans un autre arrondissement avec avertissement.

Elles avaient signé une pétition qui demandait le relogement d'une famille de travailleurs immigrés victime d'un incendie criminel dans le 20° arrondissement, et dont la mairie avait promis le relogement.

Cette sanction vient après des mois de pression de la part notamment de la hiérarchie des bureaux d'Aide sociale qui dépendent aussi de la mairie de Paris qui tente de restreindre nos interventions quand il s'agit de travailleurs immigrés; elle avait d'ailleurs déjà tenté il y a deux ans de nous faire jouer le rôle de policiers pour dépister les émigrés sans papiers, ce que nous avons catégoriquement refusé à l'époque.

Quand on a appris ces sanctions, l'indignation était générale dans les services sociaux de Paris et de banlieue; c'est à plusieurs centaines que nous nous sommes retrouvés, lundi 5 octobre, à la Bourse du travail et devant la mairie du 20ème, bien décidés à ne pas laisser passer cette mesure d'intimidation.

Il a été décidé de profiter de la journée de grève du 15 octobre pour distribuer des tracts faisant connaître ce sale coup de la mairie, un peu plus largement.

Correspondant LO

PTT (TRI-PARIS-AUSTERLITZ)

Arnaque aux congés payés... contre les travailleurs saisonniers

Depuis quelques années, tout un tas de petits boulots se sont développés au PTT.

Emplois de TUC dans les organismes sociaux (mutuelle, ASPTT etc.), et même à l'accueil dans certains bureaux de poste

Dans les centres de tri, en 1986, on a vu arriver des travailleurs embauchés à mi-temps, 4 heures par jour, au moment du gros boulot, sans temps de pause, et bien sûr avec des demisalaires de 2400 F.

Ou bien encore, un emploi de douze heures d'affilée (7 h-19 h) un seul jour dans la semaine, le samedi.

Pendant la période des vacances et de fort trafic, Noël, depuis longtemps des "saisonniers" étaient embauchés.

Outre qu'ils sont moins nombreux qu'avant, depuis plusieurs années ils ne sont plus embauchés qu'à temps partiel (80%)... avec un salaire à 80%. Cette année, au centre de tri Austerlitz, la direction a fait "encore mieux".

Comme tous les travailleurs, ces saisonniers ont droit à des congés payés. Les années auparavant, soit ils les prenaient en fin de mois, et ne travaillaient pas ces jours-là, soit s'ils travaillaient, leurs congés leur étaient payés en plus, ce que beaucoup préféraient, souhaitant gagner le plus possible.

Cette année donc, il n'y a plus de congés payés: à la place, la direction leur octroie une réduction de 20 ou 25 minutes par jour, en fin de journée... quand il n'y a presque plus de travail. Et de toute façon, le travail est fait par les postiers titulaires qui sont là

Tout bénéfice pour la direction : elle dispose de ces travailleurs tous les jours du mois et elle leur donne à la place quelques minutes par jour qui ne lui coûtent rien!

THOMSON

Quand ils reclassent...

S'adressant à des futurs licenciés, un chef de la Thomson St-Denis propose une place à la SIREL.

La SIREL est une boîte qui sous-traite des travaux pour Thomson. Donc ceux qui s'y feraient embaucher auraient exactement le même travail que celui qu'ils faisaient à la Thomson. Mais ajoute le chef: "Je vous préviens, les salaires sont beaucoup plus bas là-bas".

Un exemple de ce qu'il appelle un reclassement!

Correspondant LO

ACEO-ORLEANS

Un patron avide de surprofits

A l'ACEO (département de Leroy-Somer), 430 ouvriers sont occupés à fabriquer des alternateurs pour les pétroliers et les centrales nucléaires. Le travail se fait pour la plupart en normale, cinq jours sur sept.

Mais depuis la rentrée de septembre, la direction nous parle de travail de 3x8 et de la semaine de trois jours (vendredi, samedi, dimanche). En effet elle parle d'augmenter la production, mais bien sûr sans augmenter d'autant le nombre d'ouvriers. Il y a bien quelques intérimaires à qui on a proposé un contrat, mais en plus de la mise en place d'équipes, c'est par une accélération des cadences que la direction veut parvenir à augmenter la production. Des chefs fraîchement débarqués d'Angoulême ont fait leur apparition à l'usine depuis septembre. Ils font la chasse aux pauses-café et ils sont souvent à rôder autour de

Parallèlement aux pressions sur

les ouvriers pour qu'ils aillent plus vite, ils essaient d'amadouer les petits chefs d'atelier qui, le plus souvent, sont d'anciens ouvriers et se sentent proches de leurs camarades. Ils les invitent par exemple à un "séminaire" en précisant d'apporter son maillot de bain.. On voit l'ambiance de "travail"!

Question salaire, nous sommes aussi mal lotis d'ailleurs avec 3 900 F de salaire de base et 4 900 F pour un P2 au bout de 15 ans de boîte. Certains travaux comme l'enrubannage des navettes et des sections sont confiés en sous-traitance à un atelier pour handicapés, qui, on le sait, sont souvent moins payés que d'autres ouvriers.

Comme tous les patrons, Leroy-Somer n'en a jamais assez et croit pouvoir faire ce qu'il veut avec nous. Mais les travailleurs de l'ACEO n'ont pas dit leur dernier mot.

Correspondant LO



A moins, toujours plus

L'usine de Galvanor-Coloracier, située à Montataire dans l'Oise, est une filiale d'Usinor-Sacilor qui galvanise, colore et profile des tôles et emploie environ 950 personnes.

Depuis cinq ans, le plan de la direction est de réduire au maximum les effectifs, par des mises à la retraite à 55 ans et même, pour cette année, des cessations d'activités à partir de 52 ans. Pour combler en partie seulement ces départs, il était fait appel à des mutations du groupe Usinor. Cette année, il n'y aura que trente mutations, alors que ce sont cent trente travailleurs qui partiront à la fin du mois.

Ce n'est pourtant pas le travail qui manque. L'an dernier, à la rentrée de septembre, dans le secteur Coloracier, tous les intérimaires, 30% de l'effectif, comme d'ailleurs dans toute l'usine, ont été remerciés. Certains y travaillaient depuis trois ans et plus. Mais la production n'a pas diminué et le maître-mot est devenu "polyvalence", au point que ce sont les ouvriers sur les lignes eux-mêmes, qui effectuent l'emballage des bobines et le nettoyage des fours.

Cette année c'est la Galvanisation, Production et Parachèvement, qui est dans la ligne de mire. La direction a décidé de supprimer la cinquième équipe et les feux continus. Résultat : tous devront effectuer 39 heures de travail, avec peutêtre même perte sur le salaire. Moyennant quoi, les effectifs vont fondre. A l'Entretien, l'effectif actuel de 80 sera de 74; en Fabrication, seulement 163 ouvriers devront effectuer le travail de 207, et au Parachèvement les 153 se retrouveront 137, alors qu'aujourd'hui, ils ne suffisent déjà pas à la tâche.

Quant au troisième secteur, le Profilage, là aussi les mutations seront au-dessous des départs, ce qui n'empêche pas la direction de pousser à tout va la production. Le tonnage de tôle profilée n'atteignait que rarement les mille tonnes par semaine l'an dernier. Depuis mars 1987, la moyenne tourne autour de 1100 tonnes et durant la semaine du 14 au 18 septembre, il est sorti plus de 1300 tonnes.

Mais là, trop, c'était trop et toute une équipe a arrêté totalement le travail pour demander des explications et, par la même occasion, réclamer une augmentation des salaires, payés au lance-pierre et quasiment bloqués, hormis quelques enveloppes individuelles, depuis des années.

A Galvanor-Coloracier, la direction n'a à la bouche que les mots production, performance, qualité... "avec un grand Q" comme l'a écrit un ponte de l'usine... ce à quoi bien des travailleurs ont de plus en plus envie de répondre avec un grand M...

Correspondant LO



CHR TROUSSEAU-TOURS

Il faudrait être extensible

Voilà un an maintenant, le service Chirurgie Plastique du CHR Trousseau à Tours a été «restructuré». Sur les deux secteurs de 30 lits qui existaient avant, 20 lits ont été fermés, et on a ouvert une section de 10 lits, dite «hôpital de semaine», pour les interventions nécessitant moins d'une semaine d'hospitalisation, section qui ne fonctionne pas les week-ends; l'autre, de 30 lits, continuant à fonctionner normalement pour les grands malades (ulcères, escarres, etc., et les urgences). Au passage, dans cette section, bien que le nombre de lits soit resté le même, 3 postes ont été supprimés. On tourne fréquemment à 3 ou 4 le matin au lieu de 7 avant!

Les médecins qui opèrent

dans ce service sont opposés à cette transformation, et voudraient réouvrir deux sections «normales» de 20 lits, ouvertes y compris le week-end. Pour «faire pression» sur l'administration, ils convoquent leurs malades le dimanche, ou même dès le vendredi pour des opérations le lundi.

On ne sait pas si les malades apprécient beaucoup mais en tout cas le personnel doit, du coup, s'en occuper le week-end, en plus des urgences et des grands malades. Résultat, évidemment, la section ouverte les week-ends n'y suffit plus : il n'y a pas suffisamment de lits pour accueillir tout ce monde. On en arrive donc maintenant à devoir caser trois malades par chambre à deux lits! Bien sûr, ni son-

nette, ni téléphone pour le «surnuméraire» au milieu de la chambre! Et passons sur les détails du matériel ou du linge en quantité insuffisante, des chariots de repas qui n'arrivent plus à tout transporter. A nous de courir pour trouver le matériel ailleurs, à nous de pousser les chariots en surcharge ou d'en faire deux au lieu d'un.

Du côté des chefs et de l'administration, tout cela n'a pas l'air de les émouvoir : les surveillantes n'y peuvent rien, paraît-il. Et nulle part on ne s'étonne de voir inscrits dans le service plus de malades qu'il n'y a de lits!

Il leur faudra sans doute un accident pour qu'ils commencent à voir les problèmes.

Correspondant LO

CHU de BRABOIS-NANCY

Suppressions de postes

Au mois de juillet dernier, la direction du CHRN de Nancy a décidé de supprimer 30 postes au service de la Blanchisserie.

Depuis plusieurs années, la direction prétend que ce service, qui travaille pour les 9 hôpitaux du CHRN, n'est pas assez rentable, et il est clair à présent qu'elle compte faire des économies sur le dos du personnel en supprimant 30 postes sur 160, dont 15 départs en retraite et 15 postes à redéployer, cela sur une période de 2 ou 3 ans.

Pour les 15 postes à redéployer, la direction compte sur la volontariat et parle de mutation et de possibilité de formation pour les volontaires. Pourtant, les employés sont inquiets et mécontents: car les propositions de la direction se limitent à des postes d'ASH (Agents des Services Hospitaliers) chargés de faire le ménage, ce dont ils ne veulent pas à cause du travail du week-end et de la perte de 2000 F de prime pour travaux pénibles.

Les employés volontaires peuvent aussi proposer leur propre formation, mais en tenant compte de leurs capacités, de leur formation antérieure et des postes disponibles, autrement dit en «faisant preuve de réalisme», comme le précise la direction.

Enfin, les employés ont conscience que le travail serait plus

dur pour celles et ceux qui resteraient, avec 30 postes en moins sur 160. D'autant plus qu'il n'est pas dit que la direction en reste là.

Il est à noter que les syndicats FO et CFDT jouent à fond le jeu de la direction, en acceptant son raisonnement sur la nécessité de rentabiliser le service et la suppression de postes qui l'accompagne.

Cela dit, les employés viennent de signer une pétition où ils refusent les suppressions de postes. Ils n'en resteront peutêtre pas là.

Correspondant LO

EATON-SAINT-NAZAIRE

Trois jours de grève font reculer le patron

A Eaton, nous sommes 490 salariés employés à la fabrication de boîtes de vitesses de camions. C'est à 90% que nous nous sommes retrouvés au coude à coude, en grève, pour exiger du patron un rattrapage de nos salaires.

Dès le jeudi 24 septembre, le quart du matin débrayait une heure, massivement, à l'appel des syndicats CFDT et CGT. Mais le quart de l'après-midi décidait de ne pas reprendre le travail et de se mettre en grève.

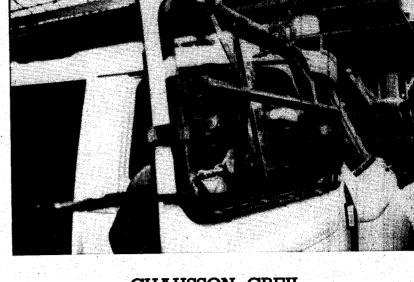
Au cours d'une assemblée générale, 8 travailleurs étaient désignés par leurs camarades des différents secteurs pour accompagner les délégués syndicaux à la discussion avec le patron. Déjà, en avril dernier, des débrayages avaient eu lieu au sujet des salaires. Un accord avait été signé entre la direction et les syndicats stipulant un rattrapage en octobre au cas où l'évolution du coût de la vie serait supérieure à 2%.

La grève est partie jeudi dernier sur le problème des salaires. Mais en même temps, nous avions tous envie de montrer notre ras-le-bol contre les cadences, contre l'encadrement arrogant, contre les pressions de toutes sortes.

D'ailleurs, fait significatif, durant la grève, avait lieu un séminaire de l'encadrement et à l'issue de celui-ci, nous avons pu vérifier que notre grève leur provoquait de toute évidence des "états d'âme" et les faisait changer de ton. On a même vu un chef particulièrement honni de tous, nous souhaiter "bon week-end"! Bien sûr, chassez le naturel, il reviendra au galop, mais en attendant, les voir baisser de ton nous a plutôt fait plaisir!

Quant au patron, lui, lorsque le conflit a démarré, il avait tellement hâte de voir la grève s'arrêter, qu'il en était à demander aux délégués et aux travilleurs présents à la discussion: "Faut-il que je vous supplie à genoux de reprendre le travail?"

Finalement, il a lâché sur la revendication: 2,2%, soit 125 F minimum de plus par mois.



CHAUSSON-CREIL

Trois semaines d'agitation pour l'augmentation des salaires

Pendant plus de deux semaines, l'usine Chausson à Creil (3300 salariés) a connu une série de débrayages sur les salaires. Comme dans beaucoup d'entreprises, il y a eu 0% d'augmentation en 1986, 0,8% en 1987 (juste le montant des prélèvements supplémentaires).

De fait, la perte du pouvoir d'achat (par rapport à l'indice INSEE) dépasse les 14% depuis

La direction générale du groupe (filiale de Peugeot et de Renault), malgré des résultats florissants, ne proposait aux syndicats que la signature d'un contrat d'intéressèment avec une prime à négocier de 300 F et peut-être plus... pour l'année.

Ce fut la course de vitesse syndicale à qui appellerait le premier à débrayer. FO appela d'abord le 16 septembre, le lendemain ce fut la CGT. Le premier débrayage regroupa 210 personnes sur deux équipes, le second 70 sur une seule. C'était peu mais cela montrait un certain mécontentement et une petite volonté d'agir.

Le personnel n'appréciait pas cette guerre des boutiques et tout le monde dans l'usine réclamait de façon diverse l'unité des syndicats. Avec beaucoup d'illusions.

Dans l'usine, en dehors de la CFTC et de la CFDT qui ont peu de rayonnement, existent trois syndicats qui ont une certaine base militante, la CGT, FO et le Syndicat Démocratique Chausson (scission de la CFDT). Le SDC, lui, se rallia à chacun des débrayages, mais il fallut que la base des syndicats rouspète pour que finalement tous les débrayages suivants soient appelés dans l'unité des cinq syndicats.

Cette grogne du milieu proche des syndicats amena d'ailleurs ceuxci à accepter de se rallier à une motion, sans sigle, qui appelait les travailleurs à se rassembler dans l'unité au-delà de toutes les guerres de boutique, motion qui fut votée par les assemblées des premiers débrayages.

Il y eut six débrayages en tout, la moitié à l'appel de tous les syndicats. Le nombre de participants varia de 60 à 650 (pour une équipe).

Le jeudi 24, sur les deux équipes, les débrayages réunirent plus de 1200 personnes.

Mais cette unité de façade des syndicats cachait mal des intérêts partisans et une méfiance des appareils de la plupart des syndicats visà-vis de la base.

A deux reprises, il avait été convenu devant le personnel qu'au lendemain des réunions avec la direction générale se tiendraient des assemblées pour discuter de la suite à donner. La première fois FO se défila, la seconde fois ce fut la CGT et FO. Et à chaque fois l'appel syndical commun reportait le débrayage à deux ou trois jours.

Cela entretint une défiance, qui fit, par exemple, que le 22 septembre, un atelier de 50 travailleurs décida de débrayer seul et entraîna 250 autres travailleurs de l'équipe en fin de journée. C'est à cette occasion que fut adoptée la revendication de 1000 F d'augmentation mensuelle sur le salaire de base qui fut reprise par tous ensuite. Le lendemain, ceux qui avaient débrayé se retrouvaient encore à 150.

Cette minorité, la plus active, pensait qu'il fallait se lancer dans une vraie grève. Mais tout au long de ces deux semaines, dans les deux équipes, elle ne parvint pas à entraîner plus de 200 à 300 personnes par équipe et du coup tout le monde se rendit compte que l'heure n'était pas encore à cela.

A diverses reprises, les travailleurs les plus actifs s'adressèrent en leur nom à leurs camarades pour essayer de les convaincre de franchir le pas (le dernier appel fut fait en commun avec les syndicats) mais cela ne réussit pas.

En réalité, la majorité des travailfeurs avait l'illusion qu'en marquant le coup un jour, comme ils le firent le 24 septembre, cela impressionnerait la direction et qu'elle lâcherait qu'elque chose.

Mais les débrayages de ces dernières semaines ont malgré tout permis à beaucoup de travailleurs de sortir de la résignation, et de commencer à se poser le problème de la lutte pour faire céder la direction Chausson.

Correspondant LO.

HAVREY-PESSAC (Région bordelaise)

Grève contre des licenciements

La semaine dernière, à l'usine Havrey de Pessac, dans la banlieue de Bordeaux, nous avons été 80 sur 300 à faire grève à l'appel de la CGT, contre le licenciement de 40 ouvrières.

Chez Havrey, nous produisons des imperméables, vestes, manteaux, vêtements tous bon chic bon genre. Mais pour les salaires et les conditions de travail, c'est tout autre chose. Travail au rendement qui rapporte rarement une prime, mais toujours les cadences, chaleur insoutenable l'été quand nous travaillons — mode oblige — sur les collections d'hiver, et des chefs sans arrêt sur notre dos. Le tout pour un salaire insuffisant, puisque nous sommes presque toutes payées au SMIC.

Voilà qui explique la réussite du patron, Gromb, qui possède maintenant outre l'usine de Pessac, deux autres usines dans la région, et une, plus récente, au Portugal.

Aussi quand nous avons appris, lundi 28 septembre, qu'il avait annoncé au CE le licenciement de 40 ouvrières, le ras-le-bol et la colère ont éclaté. Nous avons arrêté le travail à environ 80 tout l'après-midi, et nous avons fait grève, avec le même nombre, le mercredi, le jeudi et le vendredi.

Le patron justifie les licenciements par les "difficultés de la concurrence", la "baisse de commandes". Mais en juin, le journal local Sud-Ouest vantait la bonne marche de l'entreprise, ses "20 milliards de chiffre d'affaires", et depuis nous avons appris qu'il avait fait, rien que pour 1986, plus de deux cents millions de centimes de bénéfices. Alors invoquer de prétendues difficultés pour licencier... C'est tant de cynisme et d'hypocrisie qui nous ont toutes révoltées.

Bien sûr, nous sommes restées une minorité à faire grève. Mais le patron qui croyait pouvoir se débarrasser en douceur de 40 ouvrières, juste avant que l'usine ferme pour une semaine comme chaque année, en a été pour ses frais. Et nous avons pu voir certaines chefs qui se permettent de nous traiter à longueur d'année de "fainéantes" et de "bonnes à rien", travailler, une fois n'est pas coutume, et piquer à la machine à notre place.

Vendredi, le patron a fait savoir le nom des 40 ouvrières licenciées : il s'agit des plus anciennes, dont beaucoup sont seules ou ont déjà un mari au chômage. Alors, si beaucoup dans l'usine étaient soulagées de ne pas être sur la liste, chez les grévistes, par contre, cette injustice supplémentaire a renforcé la colère.

D'autant plus que nous savons toutes que le travail sera plus dur pour celles qui resteront, avec la menace permanente d'être licenciées à leur tour.

Vendredi soir, à la sortie, alors que l'usine reste fermée toute la semaine suivante, nous étions nombreuses à penser et à dire qu'il fallait remettre ça le lundi 12 octobre.

Ce lundi de la rentrée, le patron pourrait bien avoir des surprises!

Correspondant LO

"La forteresse verte"

d'Errol Lincoln Uys



Dans La forteresse verte, Errol Lincoln Uys entreprend de raconter l'histoire du Brésil depuis sa découverte par des aventuriers portugais jusqu'en 1960, année de la fondation de Brasilia, la nouvelle capitale.

Uys fut l'un des "nègres" de James Michener, et il reprend les recettes qui firent le succès des romans de Michener (Colorado Saga, ou L'alliance - sur l'Afrique du Sud - par exemple). Le fil conducteur de cette histoire du Brésil est l'histoire de deux familles de propriétaires fonciers, descendantes des premiers colons et aventuriers qui conquirent le Brésil.

Pour se tailler leurs immenses domaines, les futurs propriétaires fonciers exterminèrent les Indiens, refoulant les rescapés à l'intérieur du pays au fur et à mesure de leur avance.

En exterminant les Indiens, les nouveaux maîtres du pays s'étaient privés de la main-d'œuvre qui leur était nécessaire pour mettre en

valeur leurs terres. Mais les trafiquants d'esclaves acheminèrent au Brésil des centaines de milliers de Noirs africains qui allaient couper le bois, puis trimer dans les champs de manioc et de canne à sucre, puis, plus tard, de café. Quand, après bien des révoltes et des luttes, l'esclavage fut aboli, les planpuisèrent leur teurs main-d'œuvre dans les vagues successives d'immigrants venus d'Europe, qui, fuyant la misère, espéraient trouver au Brésil l'Eldorado...

L'auteur nous montre les Indiens en perpétuelle révolte, qui trouvent dans une partie des Jésuites installés au Brésil des protecteurs. Ceux-ci fondèrent des colonies d'Indiens et essayèrent de les organiser militairement pour résister aux colons. Du coup, celles-ci devinrent les cibles privilégiées de l'armée et des milices privées qui anéantirent ces foyers de révolte. L'auteur nous montre aussi comment certains esclaves noirs, fuyant les plantations, réussirent à constituer des royaumes au fin fond des forêts du Brésil et résistèrent longtemps...

Uys sait faire revivre les étapes de l'histoire du Brésil au travers de ces Indiens, de ces Noirs, de ces métis, de ces immigrants et de ces aventuriers de tous poils, de ces propriétaires fonciers que nous voyons vivre, espérer, agir.

Il montre comment toutes ces populations différentes se sont brassées et métissées et sont

arrivées à former une nation, mais on sent bien, tout au long du roman, que pour lui, ce sont les propriétaires fonciers qui sont les vrais bâtisseurs du pays - et non les millions d'Indiens, de Noirs, d'immigrants qu'ils ont exploités et sans lesquels ils n'auraient rien pu faire. Uys dénonce les grands colons féodaux, arrogants, prêts à tout pour garder leur puissance et maintenir le pays dans un immobilisme qui sert leurs intérêts. Mais il décrit leurs enfants, instruits, éclairés, qui luttèrent pour constituer une nation indépendante du Portugal, puis firent germer l'idée d'un Brésil républicain, démocratique, et c'est dans leurs descendants qu'Uys place sa confiance, à ses yeux capables de construire un Brésil moderne, d'en faire une "grande puissance", alors qu'en réalité ce sont les exploiteurs des pauvres du Brésil d'aujourd'hui. Uys préfére passer rapidement sur le Brésil du vingtième siècle, ce Brésil des exploiteurs, prétendument "indépendant" mais en réalité sous le joug des Etats-Unis. Ce sont là les limites de la forteresse verte.

Marie ANTONIN

La forteresse verte de Errol Lincoln Uys Ed. Presses de la Cité, 675 p., 140 F. C'est cher mais on peut très certainement convaincre la bibliothèque de son quartier de s'en porter acquéreur, au même titre qu'elle achète les sagas de Michener.



"Le sorgho rouge"

de Ya Ding



Le sorgho rouge a été présenté dernièrement à l'émission Apostrophes. L'auteur est un Chinois de 30 ans qui écrit directement en français. Il a vécu les événements de la Révolution culturelle étant enfant, et c'est à travers les yeux d'un jeune garçon, Liang, qu'il la raconte.

Fils d'un intellectuel communiste nommé comme responsable dans une région reculée de la Chine, anciennement colonisée par la France, Liang est un petit enfant de la ville qui découvre la vie au village. Le garçon est attiré par les idées modernes et se sent communiste. Il observe avec curiosité, mais de l'extérieur, les coutumes qui restent solidement ancrées dans le village : la croix française domine

encore l'ancienne église, les messes clandestines continuent à se pratiquer, on brûle des figurines dans la cheminée pour qu'elles protègent le foyer.

Il est fier d'être le fils d'un responsable du parti entreprenant et agissant par idéal.

Vient la Révolution culturelle: les bambins des écoles sont jetés à la poursuite des femmes qui portent des chevelures trop longues, fouillent les maisons pour en éliminer les objets "bourgeois".

Liang est partisan de ce qu'il voit comme une modernisation de la Chine, jusqu'au jour où ses propres parents sont victimes du déboulonnage de cadres du parti et publiquement traînés dans la boue.

Comme on ne quitte pas le point de vue d'un enfant de dix ans, le lecteur a forcément de la Révolution culturelle une image très partielle et sommaire. On y voit seulement un peu ce qu'a pu représenter cette politique plaquée sur la campagne chinoise par des directives venues de l'extérieur.

Mais l'auteur sait nous faire partager les sentiments de son personnage, et l'intérêt de ce petit roman est plutôt de raconter l'épreuve que représente pour un petit garçon la chute de son piédestal d'un père admiré.

Philippe AVRIL

Le sorgho rouge de Ya Ding. Ed. Stock, 85 F, 256 pages.



de Mikhaïl Boulgakov

Ce jeune médecin, c'est l'auteur lui-même, qui à vingt-trois ans, frais émoulu de l'université, est envoyé dans un village de la région de Smolensk, pour y diriger un hôpital... dont il est le seul médecin, aidé de deux sages-femmes et d'un infirmier...

Comment faire face à un accouchement difficile, quand on a en tout et pour tout vu, de loin, deux accouchements? Boulgakov se montre lui-même en train de prendre dix minutes afin de consulter son manuel, n'y rien comprendre, écouter les conseils de la sagefemme, se faire féliciter par elle de sa compétence... et reconsulter, après coup, son manuel, qui cette fois-ci, lui semble très clair... Il évoque le premier cas mortel auquel il a eu affaire, ses affres et ses remords, ses démêlés avec les paysannes superstitieuses... Cela donne un récit vivant et drôle, qu'on lit d'un trait.

Une remarque cependant: ce récit débute le 16 septembre 1917, et se termine le 16 septembre 1918. Il s'est passé des événements importants en Russie pendant cette période! Boulgakov a choisi de les ignorer superbement. Le bilan de l'année, il le fait ainsi: "En un an, j'avais reçu 15 613 malades et sur 200 hospitalisés, il en était mort seulement 6"!

S.F.

Récits d'un jeune médecin de Mikhail Boulgakov. Coll. Point Seuil, 120 pages.

"Requiem pour un massacre"

Ce film de guerre soviétique évoque le martyre d'une province de l'URSS, la Biélorussie, sous la botte

Les nazis avaient projeté de mobiliser les nationalistes biélorusses contre l'URSS, mais en même temps, ils considéraient les habitants de cette province soviétique comme des "Untermenschen", des sous-hommes.

Non seulement, ils ne parvinrent pas à transformer en alliés des populations en majorité paysannes, dont la tradition politique était pourtant, quelques années auparavant, au temps où la Biélorussie s'appelait "la Russie blanche", plutôt celle de l'anticommunisme en adversaires du régime soviétique. Mais au contraire même, ils en firent des adversaires résolus des nazis et des défenseurs de l'URSS, au fur et à mesure que la domination nazie se faisait plus pesante et les exactions des troupes nazies lâchées sur le pays plus atroces.

L'action du film est située en 1943. Un jeune paysan rejoint un groupe de partisans. Il part, tout fiérot, avec le fusil qu'il a trouvé enfoui dans un champ de bataille. Mais rapidement, le jeune "bleu" va traverser de cruelles épreuves.

Il retourne un moment dans son village natal : sa famille, sa mère et ses deux sœurs, comme bien d'autres civils de son village viennent d'y être massacrés. La caméra s'attarde quelques secondes sur un charnier éloquent.

Il se joint à quelques paysans affamés qui partent en quête de nourriture. Débutée sur un mode grotesque, cette recherche tourne assez vite au tragique et pour le ieune homme commence alors une véritable descente aux enfers.

Un paysan se propose spontanément pour protéger ce jeune partisan en l'accueillant dans sa famille, mais le village est bientôt envahi par les nazis, une véritable horde barbare, sans foi ni loi, dont le seul objectif est d'anéantir la population civile.

Une soldatesque repue, ivre, hystérique se jette sur les familles de paysans. A coups de crosse, à coups de pieds, tout le village est bientôt rassemblé et enfermé dans la maison commune. La grange devient bien vite un grand brasier.

Plus de six cents villages biélorusses furent ainsi anéantis par les nazis, nous dit-on.

Sans s'écarter de la tradition des films de guerre à la gloire du régime stalinien, Klimov nous donne ici une œuvre intéressante qui évoque, avec des images fortes et des séquences quelquefois éprouvantes pour le spectateur, la politique d'anéantissement que les nazis tentèrent de mener contre l'URSS.

Jacques FONTENOY



Samedi 10 octobre

13 h 15. TF1. Yougoslavie: L'effondrement. Un reportage de Michèle Cotta et J.-C. Paris. Une inflation de 150%, des grèves, une économie qui prend l'eau de toutes parts : où en est la Yougoslavie?

20 h 30. TF1. La main passe, une pièce de Feydeau. L'épouse de Chanal passe d'amant en amant, sous les yeux de son époux résigné. Une comédie de boulevard où l'on rit de bon cœur.

Dimanche 11 octobre

20 h 30. TF1. On ne meurt que deux fois, de Jacques Deray (1985). Michel Serrault, en flic inquisiteur amoureux, traque Charlotte Rampling.



20 h 30. La 5. Butch Cassidy et le Kid, avec Paul Newman et Robert Redford. Deux malfaiteurs truculents pillent les trains à la tête d'une bande de malfrats. 22 h. A2. L'œil en coulisses. Une émission sur le théâtre qui nous montrera Galabru en, directeur de théâtre, Robert Hossein qui parlera de sa nouvelle pièce L'affaire du courrier de Lyon, Ariane Mnouchkine et son Indiade.

"L'Avare" - Mercredi 14 octobre - 20 h 35

Monere sm Lies

On nous avait promis des merveilles de la concurrence entre les télés... finalement face à l'assaut de grisaille, les malheureux téléspectateurs que nous sommes en sont réduits le plus souvent à "zapper" d'une chaîne à l'autre à la recherche d'un film pas trop nul, ou d'une émission pas trop soporifique. Eh bien, le mercredi soir, à 20 h 30, FR3 sauve la mise en optant avec bonheur pour le théâtre classique de Molière.

Ces dernières semaines nous avons pu voir L'école des femmes. Le bourgeois gentilhomme, Tartuffe, Le misanthrope, Les femmes savantes... et sont prévus L'avare pour le 14 octobre, Le malade imaginaire le 21 octobre et enfin Dom Juan le 28.

Les acteurs, (il s'agit de la Comédie française) sont excellents et font passer les subtilités du texte, et surtout Molière, même à trois siècles de distance, est toujours aussi jeune et corrosif.

A son époque Molière n'a cessé de susciter des cabales contre ses pièces, Tartuffe, Dom Juan furent même interdites pendant de longues années, et il ne dut qu'à la protection du roi de pouvoir continuer à jouer et créer. Car son théâtre était un théâtre combattant : il se battait sur le terrain social. Pour le droit par exemple des jeunes filles à choisir l'époux de leur goût contre les barbons même riches qu'on prétendait leur imposer, (L'école des femmes). Il savait aussi ridiculiser les modes, les pédanteries, les snobismes du moment, les petits marquis étaient ses victimes préférées, mais les précieuses, ou les femmes savantes pour qui l'érudition n'était qu'un moyen de paraître en ont pris pour leur grade, de même que les médecins ignares et contents de l'être, encroûtés dans leur routine, quand ils n'étaient pas cupides (Le malade imaginaire). Il s'attaquait aux superstitions, aux dévots vrais ou faux (Tartuffe) et il revint à la charge avec Dom Juan...

Il prônait la spontanéité, l'idéalisme de la jeunesse, sa fougue qui balayait tout ce que la société contenait de gens installés, de maniaques de l'autorité, de la science, ou du pouvoir que donnait le fric...

Un vrai bain de jouvence.

C.B.

Dans les salles parisiennes

RADIO DAYS de Woody Allen

L'année 1943 aux Etats-Unis, dans une famille juive où la radio tient une grande place... Action Ecoles 5e (vo).

WELCOME IN VIENNA d'Alex Corti

Retour à Vienne de deux jeunes antifascistes en 1945. Les lendemains de guerre ne chantent pas. La réalité est dure, sinon sordide. Saint Ambroise 11e (vo).

LE NOM DE LA ROSE de Jean-Jacques Annaud

Une table policière dans une som bre abbaye du nord de l'Italie, au 14° siècle. L'Eglise en prend largement pour son grade. Lumière 9°, 3 Balzac 8° (vo).

AMADEUS de Milos Forman

Le conflit entre Mozart, génie farceur, et Antonio Salieri, compositeur de la cour, sombre et jaloux. Les deux portraits sont remarquables, tout comme la musique.

Forum Orient-Express 1er (vo).

LES ENFANTS DU SILENCE de Randa Haines

Les relations qui s'établissent entre un jeune professeur pour sourds et une jolie et énergique sourde-muette. Un plaidoyer pour le droit à la différence.

Lumière 9°, Lucernaire 6° (vo), Parnassiens 14e (vo).

GANDHI de Richard Attenborough

Ce film éloge de la non-violence. montre l'itinéraire de Gandhi, dirigeant nationaliste qui a mené l'Inde à l'indépendance et les masses indiennes à l'impasse.

Publicis Matignon 8e.

CROCODILE DUNDEE de Peter Faiman

Un homme venu d'une région sauvage débarque dans la jungle des villes, où son ignorance des conventions crée des situations cocasses Français 9e, Triomphe 8e (vo), Par-

nassiens 14e (vo).

MISSION de Roland Joffé

Des missionnaires jésuites installent une sorte de communisme primitif et chrétien au Paraguay au autorités politiques n'en veulent

Elysée Lincoln 8º (vo), Châtelet Victoria 1er (vo).

LES YEUX NOIRS de Nikita Mikhalkov

Au début du siècle, un Italien part à la recherche de la femme qu'il aime en Russie, mais il n'ose pas finalement quitter son épouse par lâcheté. Une peinture de personnages, tirée de plusieurs nouvelles de Tchékov.

Rex 2e, Ciné Beaubourg 3e (vo), Danton 6e (vo), Rotonde 6e (vo), St-André-des-Arts 6 (vo), UGC Montparnasse 6e, Biarritz 8e (vo), Marignan 8e (vo), St-Lazare Pasquier 8°, UGC Boulevard 9°, UGC Gobelins 13e, Mistral 14e, UGC Convention 15°, Maillot 17°, Images 18°, Gambetta 20°.

CHAMP D'HONNEUR de Jean-Pierre Denis

L'histoire d'un jeune soldat originaire de Dordogne et d'un enfant alsacien, qui se sont rencontrés dans la tourmente de la guerre de 1870. Gaumont Les Halles 1er, Gaumont Opéra 2°, Saint-Germain Village 5°, Gaumont Ambassade 8°, Montpar-

QUELQUES CLASSIQUES

7 ANS DE REFLEXION de Billy Wilder

Pendant les vacances de sa femme, un homme rêve de conquérir sa voisine. Comédie américaine avec Marilyn Monroe.

Champo 5e (vo).

UN TRAMWAY NOMME DESIR

d'Elia Kazan

En Louisiane, l'affrontement de trois personnages dans la déchéance (d'après la pièce de Tennessee Williams).

Action Rive Gauche 5° (vo).

LES VACANCES DE M. HULOT de Jacques Tati

Le timide et distrait M. Hulot passe des vacances en Bretagne. Des gags et de la poésie.

Saint-Michel 5^e. CARMEN

de Rosi L'opéra de Georges Bizet, filmé dans des décors superbes.

Vendôme 2e. LA POISON de Sacha Guitry

Un homme va consulter un avocat pour découvrir comment tuer sa femme. Avec Michel Simon.

Gaumont les Halles 1er, Gaumont Opéra 2º, Reflet Médicis Logos 5º, Gaumont Ambassade 8e.

minuit, La ville gronde, un classique américain de Mervyn Le Roy (1937) en noir et blanc. Dans une petite ville du sud des Etats-Unis, l'ambition d'un procureur prêt à condamner un innocent pour ser-

vir sa carrière, les obstructions de

22 h 30. FR3. Au cinéma de

la police, la folie collective d'une foule.



Lundi 12 octobre

20 h 30. A2. Opération Ypsilon. Un téléfilm qui montre la crapulerie de la raison d'Etat. Sombre. 20 h 30. La 5. Le cercle rouge, un film de Jean-Pierre Melville, avec Alain Delon, Bourvil, Yves Montand. Un policier à suspense très elabore.

22 h 35. FR3. Océaniques. Thème de l'émission du jour : Qu'est-ce que le scientisme? Peut-on faire totalement confiance à la science pour résoudre nos problèmes? La science estelle bien ou mal appliquée ? Une discussion entre Pierre Thuillier, historien, et Jean-Marc Lévy-Leblond, un physicien qui a critiqué, dans ses livres, à la fois la confiance aveugle dans la science et l'attitude de rejet qui ont été à la mode successivement.

Mardi 13 octobre 20 h 30. TF1. Le professionnel.

Un Belmondo de bon cru, de Georges Lautner.

Mercredi 14 octobre 20 h 35. FR3. L'avare, comédie

de Molière, enregistrée en 1966 avec le metteur en scène Jean Villar en personne dans le rôle d'Arpagon. Une excellente occasion de voir ou revoir la pièce.



23 h 05. FR3. Océaniques. Laurence Olivier : la vie du très grand acteur anglais, avec des extraits de ses pièces et de ses films.

Jeudi 15 octobre

21 h 55. A2. Edition spéciale. Thème: Les milliardaires. Pas facile de dénicher les riches vraiment riches. Trois d'entre eux ont tout de même accepté de se montrer. Au même programme : une école de valets anglais, ou comment on sert les riches; les paradis fiscaux.

22 h 30. FR3. Océaniques. Un documentaire sur les Netsiliks, esquimaux qui vivent aux confins de l'Arctique canadien : la survie contre le froid et la glace.

Ventiredi 16 octobre

22 h 40. FR3. Histoire et passion, série documentaire. Plusieurs passionnés d'histoire locale, non professionnels, communiquent leur connaissance du Moyen Age.

23 h 05. A2. Les enfants terribles, de Jean-Pierre Melville, d'après Jean Cocteau. L'histoire de passions interdites, parmi de jeunes lycéens. Un film littéraire. avec la voix de Jean Cocteau.



TIBET

Les émeutes et le régime chinois

Jeudi 1er octobre, au Tibet, des manifestations indépendantistes, à l'initiative des lamas, ces moines bouddhistes dont le "père spirituel et temporel" est le dalaï-lama qui vit en exil en Inde depuis 1959, ont tourné à l'émeute. Les manifestants (plusieurs milliers selon Libération) ont attaqué un poste de police qu'ils ont incendié, comme on a pu le voir à la télévision. Six policiers chinois et sept civils tibétains ont trouvé la mort lors des affrontements, dont un moine qui aurait été tué de sangfroid dans les locaux de la police. Depuis, des renforts de l'armée chinoise sont parvenus à Lhassa, et le couvre-feu a été décrété.

Comme dans tant d'autres pays, la seule réponse des autorités chinoises a donc été la répression, avec les mêmes méthodes qu'ailleurs. Ça n'est d'ailleurs pas la première fois que le gouvernement chinois répond d'une telle façon aux manifestations tibétaines. En 1959, un soulèvement fut violemment réprimé et 100 000 Tibétains auraient émigré. Pendant la "Révolution Culturelle" (1966-1976), selon Libération du 5 octobre 1987, "des milliers de lamas avaient été tués, la quasi-totalité des 6000 temples de la région détruits au nom de la lutte contre le "féodalisme et les superstitions".

Alors, la presse a dit ces jours derniers que le Tibet est "conquis" par la Chine. C'est vrai : toute la Chine a été conquise de 1946 à 1949 par le nouveau régime chinois, par les armées révolutionnaires de Mao. La Révolution chinoise qui avait commencé par une révolte agraire dans le nord du pays a continué par la conquête militaire de tout le reste du continent chinois, jusqu'au

Tibet où les troupes chinoises sont entrées le 7 octobre 1950.

Cette méthode révolutionnaire n'est certainement pas la meilleure, car elle n'est pas celle qui s'appuie le plus sur les masses. Mais c'est aussi vrai pour bien des provinces du sous-continent chinois que pour le Tibet.

Cependant, et c'est remarquable, depuis qu'il s'est instauré, le régime de Mao et de ses successeurs, régime qui a eu au moins à ses débuts un caractère très populaire, a réalisé aussi une certaine unité nationale à l'échelle d'un immense pays, aussi vaste et aussi divers que l'Europe, composé de nombreux peuples parlant différentes langues.

Et depuis quarante ans, de ce point de vue, il y a en Chine moins de problèmes d'affrontements entre peuples, entre religions, entre ethnies différentes qu'il n'y en a eu en Inde, en Indonésie, sans parler de l'Afrique indépendante où les luttes fratricides entre peuples n'ont pas cessé depuis 25 ans.

Bien sûr, on ne peut dire qu'en Chine, cela est dû au caractère dictatorial du régime, à la chape de plomb qu'il fait peser sur tous les autres peuples que les Hans, les Chinois de souche. Mais des dictatures, aussi dures, plus féroces encore, il en existe partout dans le monde qui, elles, n'ont jamais réussi à réaliser à cette échelle même un semblant d'unité nationale telle que celle qu'a pu réaliser le régime maoïste.

C'est aussi que ce régime est un peu différent des autres.

La Chine de Mao, d'avant 1949, n'était rien moins qu'unie. C'était la Chine des seigneurs de guerre qui régnaient de façon despotique sur



une contrée, sur une population sur laquelle ils vivaient.

Alors, aujourd'hui, il y a le Tibet? Oui, c'est une minorité nationale opprimée, quels que soient ceux qui parlent pour les Tibétains (des moines réactionnaires). C'est vrai que le régime foule aux pieds le droit légitime du peuple

tibétain à disposer de lui-même. Mais le seul vrai problème, c'est que la Chine n'est pas un Etat vraiment socialiste. Le régime chinois est archinationaliste, malgré la phraséologie communiste dont il s'est longtemps affublé. Mao a créé un Etat nationaliste sans communisme, aidé en cela par la théorie de Staline du socialisme dans un seul

pays (même si Mao s'est démarqué de Staline après 1946).

Il n'y a pas de socialisme en Chine, pas plus qu'il n'y a de droits des peuples, des minorités nationales. Car seule la révolution mondiale pourra apporter aux peuples à la fois l'unité et le droit des peuples à la différence.

Michel BONDELET

ca l'affiche mal

Depuis quelques semaines, on peut voir à la télévision un nouveau spot publicitaire pour l'AX. On se souvient de celui-où une pin-up chinoise conduisait une AX sur la Grande Muraille, suscitant l'admiration d'un paysan chinois qui disait : "Révolutionnaire!". Dans le dernier, la même pin-up conduit en AX une Tibétaine et un enfant (l'enfantroi, nous dit-on) vers un temple pour

le remettre à un moine, et l'enfant termine le spot en formant un V avec les doigts.

Est-ce un soutien de Citroen au régime chinois? Ou un soutien aux nationalistes tibétains qui ont manifesté récemment? A moins que ce ne soit la présence des équipes de tournage sur les lieux, car dit-on ces spots ont été tournés là-bas, qui ait suscité les événements récents...

La direction de la pub Citroën doit sans doute se mordre un peu les doigts (en V ou pas en V) de la coïncidence entre sa pub et l'actualité.

De toute façon, elle pourrait bien avoir quelques difficultés avec le régime chinois pour renvoyer des équipes de tournage dans une autre région de Chine...

Michel BONDELET

URSS

La transparence du haut et celle du bas

Gorbatchev, numéro un de la bureaucratie soviétique, est réapparu bronzé, dans une forme admirable, et a entrepris illico une tournée en Russie. A l'étape de Mourmansk, un port du nord de l'URSS, il s'est adressé aux travailleurs soviétiques, en prononçant un discours largement diffusé par la télévision devant une assemblée d'ouvriers de la ville : il apparaissait que l'ère des réformes ne faisait que commencer.

L'heure serait donc aux réformes en URSS, à la "glasnost" (ou la "transparence").

Mais il semble que cette transparence recouvre deux domaines, deux niveaux.

A l'heure actuelle, l'Etat contrôle le volume et le prix de toutes les marchandises, et maintient les prix des produits de première nécessité à l'aide de subventions; et de fait, les prix des articles, exprimés en roubles, n'ont aucun rapport avec leur coût de fabrication. Ainsi, le prix d'une paire de bottes est égal au prix de 62 kg de viande. Gorbatchev, lui, voudrait revenir à la vérité des prix, bref, à la "transparence" dans l'économie.

Il est vrai qu'en son temps, en 1936, Trotski expliquait que l'URSS était loin d'être une société socialiste, et que le régime de transition dans lequel elle se trouvait, avait absolument besoin d'une comptabilité stable lui permettant de calculer et de comparer les coûts de fabrication ; en ce sens, Trotski reprochait au régime stalinien d'être incapable de calculer le niveau réel de la productivité industrielle.

Mais aujourd'hui la vérité des prix de Gorbatchev, c'est exactement celle dont les travailleurs de nos pays font directement les frais. Gorbatchev est là-dessus tout à fait clair: la "transparence" dans l'économie va se manifester prochainement par une augmentation des prix des articles de consommation courante. Les consommateurs devront donc payer plus cher. Par contre, on ne propose pas de sup-

primer les magasins spéciaux où s'approvisionnent les bureaucrates de grade élevé.

Mais ce n'est pas tout : au niveau de la production industrielle, le contrôle de la qualité des produits va être renforcé. Les premières mesures prises dans ce sens auraient ralenti la croissance industrielle d'au moins un pour cent... du fait de la mise au rebut de produits non utilisables. Mais surtout on demande aujourd'hui en URSS aux travailleurs une plus grande rigueur dans les normes de production, avec les mêmes vieilles machines, avec les mêmes bureaucrates incapables. C'est-à-dire, en fait, pour des travailleurs dont une

Un niveau politique et un niveau économique.

Sur le plan politique, le régime a autorisé l'édition de quelques ouvrages jusquelà interdits, comme "Vie et Destin" de Grossman, mais dans une version expurgée. Certaines manifestations, rares, ont semblé être autorisées; des courriers quelque peu critiques sont publiés dans la presse officielle; le reste est à l'état de promesse.

A côté de cette transparence politique, il y a l'autre transparence, à caractère économique; et visiblement, la première a l'air d'obscurcir la seconde.

grande partie du salaire est liée au rendement, on aboutit à une diminution des salaires et du niveau de vie.

D'ailleurs, ces mesures ont déjà suscité des réactions des travailleurs, et la tournée comme le discours télévisé de Gorbatchev viennent donner le ton et affirmer qu'il ne reculera pas.

Gorbatchev promet de consulter les travailleurs sur la question, à travers un référendum; mais précisément, tout ce que les travailleurs peuvent espérer d'un tel référendum, c'est qu'il entérine la "transparence" économique façon Gorbatchev, et qu'il place sous les coups de la loi tous ceux qui

s'opposeraient à ces aggravations des conditions de travail et de vie.

Mais la transparence du bas, la transparence économique, se veut d'être appliquée sans faille, la transparence politique, celle du haut, n'a pas l'air en aussi bonne voie. Les mesures de libéralisation politique sont plus des "on dit" que des réalités. Et qu'est-ce que cette transparence politique où le numéro un du régime peut disparaître pendant sept semaines sans que personne ne sache ni ce qu'il a fait, ni pourquoi, ni comment?

Là aussi, il y aurait des normes de qualité à revoir, avant de les imposer aux travailleurs!

Alain CHEVARD